Vol. 5 No. 14 • Du 19 au 25 Octobre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



PEUT-ON RÉCONCILIER SOUS LE RÈGNE DE L'IMPUNITÉ ?

voir page 16

Accolade entre le président Michel Martelly et l'ex-président Jean Bertrand Aristide, à Tabarre, le mercredi 12 octobre 2011

HAÏTI : INSTALLATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

voir page 16



Ce mardi 18 Octobre 2011, cérémonie d'investiture d'un nouveau gouvernement au palais national, le peuple haïtien ne peut attendre rien d'un tel pouvoir imposé par la Communauté Internationale



Protestation des étudiants contre l'assassinat de Yourkens Leroy

Page 3



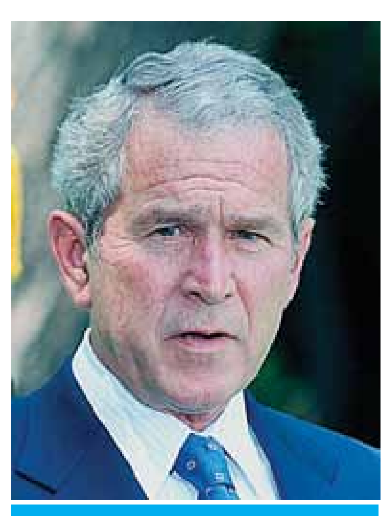
Pourquoi le renouvellement du mandat de la MINUSTAH ?

Page 8



Le « complot iranien » est-il états-unien ?

Page 10



Amnesty International appelle le Canada à arrêter George Bush

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

La portée politique d'une rencontre!

Par Berthony Dupont

Penser introduire une rupture radicale avec le passé en imaginant d'effacer de la mémoire collective des actes répréhensibles d'hier, est-ce une démarche visant à fonder une ère nouvelle pour le bien-être du pays et du peuple haïtien? On ne saurait le croire d'emblée. Car, nous ne pouvons pas faire semblant d'oublier aussi vite, ni passer sous silence les actes criminels et malhonnêtes perpétrés contre les masses populaires, agissements auxquels le personnage qui nous intéresse, en l'occurrence Michel Martelly, n'a jamais caché sa participation. C'est dire que les actes contre le peuple, sans aucune justice, ne peuvent en aucune circonstance, passer pour perte et profits.

La semaine dernière, le président Martelly se comportant en réconciliateur, a décidé d'aller visiter les anciens présidents résidants dans le pays. Cet événement mérite qu'on s'y arrête un moment, pour en tirer réflexions et les enseignements qui s'imposent. Nul ne sait ce qui se concocte derrière cette décision ni les vraies raisons qui ont poussé le chef de l'Etat à faire cette sorte de pèlerinage.

Visites qui entrent en contradiction avec tout ce qui a été fait auparavant pour ravaler les efforts du citoyen haïtien pour avoir voulu choisi la voie du progrès et du développement. Au cours de la visite, chez Aristide, triste il a été d'entendre de la bouche de Martelly, un ancien putschiste, que « *l'heure est venue pour tous les Haïtiens de se mettre ensemble afin de construire un projet, une vision commune pour enfin remettre le pays sur ses pieds*. »

Pourquoi aujourd'hui et pas hier ? Quelle différence y a-t-il entre 1990, 2004 et 2011. Est-ce le patron Bill Clinton qui vient d'inculquer cette leçon de civisme au président ? Qui pis est, cette déclaration a été faite à la face de celui à qui, en deux occasions, les forces impérialistes alliées aux mercenaires et valets locaux ont donné deux coups d'Etat pour lesquels le sang du peuple avait coulé à grands flots. La main de Martelly est encore rouge du sang du peuple haïtien. Le choc a été rude, les pertes immenses, les conséquences encore incalculables sans qu'aucune tentative justice jusqu'à nos jours n'ait jamais été faite pour panser les plaies.

Alors, pour ce qui a trait au sommet Martelly-Aristide, une chose reste importante et mérite d'être considérée : c'est le moment choisi, ce qu'en anglais, on appelle « the timing ». Pourquoi une telle rencontre en ce moment délicat de la conjoncture politique où le peuple demande le départ des forces de la Minustah et juste après le vote de ratification d'un Premier ministre illégal, imposé par les forces impériales comme ce fut le cas pour Martelly?

En guise de réponse à Martelly, l'ex-président Aristide a indiqué que « *cette visite renforce toutes les étapes qui ont été faites afin que nous puissions mettre nos têtes ensemble* [...] *nous sommes tous des haïtiens, à l'étranger comme en Haïti, nous devons nous entendre, les ancêtres s'étaient entendus, ils ont fait l'union fait la force, ce qui nous a donné un pays, aujourd'hui dans la même ligne que l'union fait la force nous devons nous entendre...* ». Il ajouta « *aujourd'hui nous devons nous entendre, parler, dialoguer pour faire d'Haïti un beau pays. C'est dans cet esprit que je vous dis merci Président Martelly pour cette visite* ».

Certes nos ancêtres s'étaient entendus pour combattre les colons et pour nous libérer de l'esclavage, mais aujourd'hui ce n'est pas le cas avec la présence de Bill Clinton et de la force occupante de la Minustah qui dirigent le pays. Parlant de nos ancêtres, le rôle que jouent Martelly et Conille est l'antithèse de la réalité historique que nous ont léguée les bâtisseurs de notre pays. Le projet national de Dessalines est aux antipodes de la politique antinationale que mènent Martelly et Conille et c'est à cause justement du caractère national d'un projet englobant tout ensemble anciens libres et nouveaux libres pour une répartition équitable de la richesse nationale que l'Empereur a été assassiné lors du coup d'état du 17 Octobre 1806. Et les coups d'Etat de 1991 et de 2004 ne sont que la continuation d'une politique d'exclusion des masses populaires sur la scène pour faciliter le pillage des ressources du pays et l'exploitation des masses déshéritées.

Le 17 Octobre 2011, à Marchand Dessalines, Martelly dans son discours de circonstance se veut porteur du rêve de Dessalines. Il dit vouloir marcher sur les traces de ce dernier en rassemblant tous les fils du pays. Il s'est engagé à agir en faveur des déshérités à l'instar du père de la patrie. S'il est sincère dans tout ce qu'il a déclaré et s'il veut réellement marcher sur les traces de l'Empereur, il n'a qu'une seule chose à faire : déclarer le colon Bill Clinton persona non grata et exiger aux forces occupantes de laisser le pays comme l'avait fait Dessalines.

En réalité, cette rencontre avec Aristide n'est que la conséquence du silence établi autour de la dégringolade du pays par nos dirigeants. Comment peut-on faire silence quand le pays est menacé et que nous sommes tous dans le même bateau. Comme l'a si bien dit Yevgeny Yevtushenko *« Lorsque la vérité est remplacée par le silence, le silence devient un mensonge* ». En fait, quelles qu'elles soient les raisons de cette rencontre, amicales ou politiques, le leader lavalas n'y aura rien gagné.

En outre, cette visite ne fait que renforcer le secteur Martelly, n'est-ce pas la reconnaissance ou le cautionnement de ce régime imposé par les forces coloniales au détriment des desiderata du peuple ? Le problème ce n'est pas le fait en soi d'avoir rencontré Martelly, mais c'est de ne lui avoir pas dit ses quatre vérités. Heureusement la base par le truchement de Ansyto Félix a rectifié le tir en rappelant le vrai visage politique de Martelly incompatible avec une perspective de «*nous devons nous entendre, parler, dialoguer*». Et ce devrait-être la position officielle du parti.

Dans la lutte pour le changement, n'est-ce pas un autre pas en arrière qui vient d'être commis surtout lorsque Martelly un défenseur farouche des Duvalier a eu l'outrageante outrecuidance de déclarer : « *Même si je n'étais pas un partisan d'Aristide et de Préval, je crois que nous devons les joindre à Jean Claude Duvalier et les autres pour travailler ensemble* ».

Le secteur populaire et ses représentants doivent être excessivement prudents dans les circonstances présentes. L'ennemi de classe œuvre de telle sorte à les acculer éventuellement dans une position qui équivaudrait à trahir la cause du peuple. Qu'ils prennent garde !

Miragoâne : Manifestation contre l'installation d'un nouveau directeur de douane

Par Annesseau Bissainthe

Le mercredi 12 Octobre dernier des centaines de personnes ont manifesté devant les locaux du bureau de douane de Miragoâne contre l'installation de Edner Rivière à la tête de l'administration de douane du département des Nippes, sis à Reynold's sur la route de Paillant. Le nouveau directeur remplace Rodeley Duliréus qui à son tour a été transféré à l'administration générale des douanes à Port-au-Prince. Les manifestants ont parcouru plusieurs rues dans la ville de Miragoâne avant d'arriver devant le bureau de douane. Ils chantaient haut et fort : « Martelly, le peuple de Miragoâne ne renouvelle pas le contrat. Nous ne voulons pas ce changement. Nous avons faim, nous avons besoin de nourriture, nous avons besoin de travail, d'éducation. » D'autres ont scandé : « Aba Martelly ! Abas Edner Rivière. Regarde ce que Martelly nous a fait, le peuple de Miragoâne qui a manifesté pour faire admettre Martelly au deuxième tour de la présidentielle, aujourd'hui il est devenu le vrai ennemi de la population de Miragoâne. » Les manifestants demandent au président Martelly de revenir sur sa décision pour que la paix revienne à Miragoâne.

Les cinq mois qui ont suivi l'investiture de la présidence Michel Martelly à la tête du pays ont pris fin sans un gouvernement légalement constitué, et Martelly en a profité pour installer de nouveaux directeurs dans l'administration publique dont celui de fut le cas au Cap-Haitien, la deuxième ville du pays.

Le Conseil est formé de : Wilbrode Béon, maire principal, Jean Guy François et l'administration générale des douanes et les autres bureaux de douane aux Gonaïves, à Saint-Marc et à Miragoâne. Il a également nommé de nouveaux délégués départementaux et maintenant il a commencé par installer de nouveaux conseils municipaux, comme ce Roosevelt François assesseur. Ils ont déjà prêté serment par devant le Tribunal de Première Instance du Cap-Haitien.

Pour certains, toutes ces nominations ont été effectués en dehors de la loi, parce qu'il n'y a pas encore un gouvernement constitué pour contresigner les arrêtés de nomination.

Protestation des étudiants contre l'assassinat de Yourkens Leroy

Le dimanche 9 Octobre dernier, au Carrefour de l'aéroport, sur la route de Delmas, vers 3 heures de l'après-midi, des bandits armés ont assassiné par balles, Yourkens Leroy, jeune étudiant en travail social a la Faculté des Sciences humaines. Il était également un employé de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM). Il a été atteint de deux balles, il n'a pas succombé sur place, il a été rapidement transporté à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH) mais le service de transfusion sanguine n'était pas en mesure de disposer de sang en toute urgence pour sauver la vie de l'étudiant.

Pour protester contre l'assassinat crapuleux de leur camarade, des centaines d'étudiants ont participé à une marche silencieuse aux bougies en mémoire de la victime de l'insécurité dans la capitale. Au cours de cette marche de protestation, les étudiants ont témoigné leur indignation, leur tristesse et leur désolation face à des actes de banditisme qui font rage à travers le pays. Ils ont dénoncé également les autorités policières qui n'ont pris toutes les dispositions qui s'imposent pour contrecarrer les actes criminels des bandits.

Démarrée à la Faculté des Sciences humaines, à l'avenue Christophe, la marche a parcouru diverses rues de la capitale avant de prendre fin avec le mouvement de protestation au Carrefour de l'aéroport où les manifestants ont déposé une gerbe de fleurs à la mémoire de la victime. Agé de 24 ans, Youkens Leroy préparait son mémoire de sortie en tant qu'étudiant à la Faculté des Sciences Humaines en service social.



1 Manifestation pour protester contre l'assassinat crapuleux de leur camarade Yourkens Leroy

Selon les dernières informations relevant de l'autopsie du cadavre, le bandit exécutant était à quelques mètres quand il a ouvert le feu à bout portant sur la victime. Donc dans ce cas on pourrait conclure que c'était une véritable exécution contrairement à ce qu'on voudrait faire savoir. Les funérailles de Yourkens Leroy ont été chantées de à Port-au-Prince, le lundi 17 Octobre 2011.

Un nouvel air, une nouvelle ère

Par Fanfan La Tulipe

Abiye bourik la kou w abiye l byen, kou l midi fò l ranni.

A chaque époque un nouvel air, une nouvelle ère. Je m'en vais vous le démontrer. En Haïti, vers la fin du XIXe siècle, et selon ma grand-mère maternelle, l'usage des crachoirs était répandu chez les «bonnes gens», entendez les gens aisés. C'était une mode qui paraît-il avait été introduite au pays par les plus fortunés, les plus instruits de notre société qui avaient eu la chance de se frotter aux us et coutumes en cours dans l'Hexagone. Le crachoir était couramment placé dans les bureaux, les saloons (crachoirs au sol), dans les bistrots (crachoir de comptoir), etc.

Or, il arrive que sous nos présidents de la fin du XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe, la couche montante des nouveaux riches qui n'avaient pas les «manières» des «bonnes gens» exhibaient leur crachoir (en porcelaine ou en céramique) bien ostensiblement, sur une table, au salon ou dans la salle à dîner, pour que chaque ancien riche, chaque nouveau riche bien sûr, sût que *zòt* était à la page. Le petit peuple, bon observateur de cette ère crachoitoire ne manqua pas, durant les mardi-gras, de tourner en dérision les parvenus de l'Etat, à travers des chansons bien tournées, bien krachwatées : *men krachwa monte tab, yo piye yo pi mal*. C'était donc l'ère des crachoirs.

Dans les années 40, et dans un autre registre, une fureur iconoclaste et sacrilège s'empara du clergé catholique en Haïti, enragé de ne pouvoir extirper de l'âme haïtienne ces pratiques «diaboliques» qui portaient le petit peuple des villes et des campagnes à des comportements «sataniques» exprimés à travers les rituels, danses, rythmes et chants du vodou. Il fallait arrêter cette dangereuse dérive qui menaçait les fondements même de la civilisation. Le sabre et le goupillon une fois de plus collaborèrent. Les chefs de section de la Gendarmerie d'Haïti prêtèrent main forte à de zélés catholiques qui dans un goupillonant élan d'exaltation punitive saccagèrent les houmforts, détruisirent les objets de culte dont nos vénérables tambours *assotor*. Et lors des «messes de quatre heures du matin» à l'intention des petites gens, on pouvait entendre les fidèles entonner, à pleine gargane, les cantiques dits de *rejete*: *se pa pè yo ki di, se pawòl Jezikri, tout mounn dwe rekonèt, amèn ensiswatil.* Ce fut alors l'ère des *rejete*.

Jetons maintenant un regard sur la présidence de Paul Eugène Magloire alias *Kanson fè*. Ce fut une ère que certains ont qualifiée d'«ère de gloire» du pays, mais qui fut plutôt l'ère et l'heure du président Magloire. Une ère de «la petite junte» : trois militaires caravacheurs, bambocheurs, très proches du président et qui ne furent pourtant pas méchants. Une ère de «*twa bebe*»: trois splendides maisonnettes pour l'époque, trois petits bijoux dans le quartier de Turgeau, objets de gorges chaudes du grand public. Une ère de: avec Jean Lumack, Aux Calebasses *kanpe*, ère de bambochade, de *toulejou m sou*, *se wiski m bwè*. Une ère de toute puissance du frère du président, Arsène Magloire. Une ère dont doivent être encore nostalgiques maints septuagénaires, octogénaires et nonagénaires.

Puis vint un nouvel air et avec lui une nouvelle ère. Un air d'élections truquées par le général Antonio «Thomson» Kébreau en faveur du «petit médecin de campagne» Duvalier. Un air de violence exercée par des cagoulards dès la tombée de la nuit. Un air de bleu macoute, bleu soutenu, bleu des basses œuvres et manoeuvres défiant le bleu limpide du ciel. Un air de présidence à vie encouragée en sous-main par l'ambassade cinquante-étoilée et bénéficiaire de l'onction du saint chrême washingtonien administrée par l'envoyé du président américain Richard Nixon, le richissime Nelson Rockefeller.



Nelson Rockfeller (à droite) visite Papa Doc

Un air de guerre froide, d'endiguement du castrisme, de répression tous azimuts, de péter les *zizi*, traquer et torturer tout opposant quelle que fût sa couleur, forcer à l'exil intellectuels, progressistes, professionnels, et tous les *papa zizi, zaza, zèzè* soupçonnés d'être du sérail communiste. Une ère de redistribution des rôles à l'intérieur des classes dominantes, une ère de violence massive et nue, une nouvelle ère dans l'aire de la Caraïbe, l'ère papadoco-macouto-duvaliériste de la paix des cimetières.

Puis ce fut le 7 février 1986. Un air de liesse, de libération de toutes les peurs sécrétées par la tyrannie francisco-jean-claudo-macoute, un air de grande liberté annonciateur de rupture définitive avec l'ancien régime, avant-coureur d'une ère d'authentique démocratie. Mais venant de l'aire de l'ambassade états-unienne et des forces armées, souffla brusquement un air de violence. En effet, le 19 septembre 1986, ce fut la disparition de Charlot Jacquelin, jeune militant, professeur dans une école de Cité Soleil. Pendant six semaines, les communiqués, les manifestations, venant de tous les secteurs du mouvement démocratique se heurtèrent au silence des militaires. On n'allait plus jamais entendre parler de Jacquelin. Une nouvelle ère se mettait en place, celle du duvaliérisme sans Duvalier.

Le père Jean-Bertrand Aristide apôtre de la Théologie de la libération avait su mobiliser les masses haïtiennes qui le portèrent au pouvoir ce 16 décembre 1990 de tous les espoirs. Car le peuple avait réussi à défier, par son vote, l'Armée d'Haïti, la grande bourgeoisie, la haute hiérarchie catholique et surtout l'ambassade américaine ainsi que l'émissaire de Washington, le perfide Jimmy Carter. Vite, un air lourd de coup d'Etat commença à flotter dans l'air et dans l'aire du Grand Quartier Général. Le 30 septembre 1991, les militaires coupèrent court à la nouvelle ère des *men anpil chay pa lou* qui s'annonçait porteuse de grands espoirs pour la classe des démunis.

Le temps passa. On alla du *marasa* agronome-boulanger veillant au statu quo sous l'oeil vigilant du FMI à l'autre *marasa* qui repédala, en 2001, coincé dans la diagonale d'une nouvelle ère de troubles sociopolitiques dominés par la génération des «graines au cul», les GNBistes. L'air chargé de menaces et d'actions déstabilisatrices aboutit, le 29 février 2004, à un remake du 30 septembre 1991 sous forme de kidnapping par un commando d'élite états-unien. Commença alors l'ère latortuesque qui facilita la bourgeoisie du bord de mer, encouragea les forces d'occupation onusiennes à passer à l'infinitif le plus possible de «*kokorat*» et de «*chimères*» lavalassiens pour qu'il en restât le moins possible.

La roue de la fortune fit un clin d'œil au *marasa* qui avait gardé un honteux silence lors des deux coups d'Etat contre son frère jumeau. Alors qu'un certain Jacques Bernard parachuté par Washington essaya de manipuler les résultats électoraux, le peuple lavalassien grimpa jusque dans les hauteurs de l'hôtel Montana. Une baignade populaire dans la piscine Montanate donna la trouille à Tòlòkòtòk qui prit la poudre d'escampette. Le *marasa* traître à son jumeau fut élu le 14 mai 2006. Commença alors une nouvelle ère, quinquennale, de *gade m nan je*, *naje pou sòti*, laisser-grainer assorti d'un cruel je-m'en-foutisme qui s'étala dans toute sa tragique expression lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Au bout de la descente aux enfers du peuple haïtien avec le *marasa* traître, les grenouilles commencèrent à s'agiter dans la mare électorale. Il y eut 34 batraciens à coasser à tout casser. L'un d'entre eux coassa si mal et si fort que Mère Grenouille de la grande mare internationale l'élimina prestement au grand dam des Pères électoraux. En fin de course, survécut un grenouillon dévergondé et une grenouillone aux manières rangées, surnommée *Manman m*. Cette dernière qui se croyait *m devan m devan nèt* eut une batracienne surprise. Lors d'une visite *chanpwèl,* nocturne, l'un des Pères électoraux, pressuré par un chanpwellard *je vèt*, fit valser les chiffres, portant à la présidence un musicien. Les admirateurs et électeurs du nouvel élu voulaient tout simplement prendre leur chance avec un *vakabon*, un «outsider», d'autant qu'une savante et pernicieuse propagande leur avait inculqué que les générations d'intellectuels et de politiciens avant lui avaient échoué.



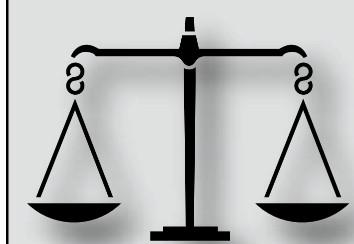
Crachoir en porcelaine à décor, avec un trou au centre du couvercle en forme de large entonnoir et une ouverture latérale pour le vider

Déjà, lors d'un débat préélectoral, on pressentit qu'un vent d'irresponsabilité et d'agressivité mal contenue soufflait dans l'air. Le candidat Micky, rompu aux manières vakabonnes lâcha : *kite l vini non, se voye yo voye l*. La presse réagit mollement à cette «dérive». Elle sursauta pourtant quand le mec se fit passer pour un *bandi*. Brrr. Mais elle ne banda pas d'effroi. Toutefois, le 29 juillet après avoir reçu un percutant «Taisez-vous» du président-musicien-*vakabon*, un membre de la presse fit semblant de s'indigner :« *Le Président Michel Martelly a provoqué une nouvelle controverse de taille en appelant au bannissement du discours politique critique et en exprimant de manière à peine voilée son intolérance vis-à-vis des médias dont la politique de l'information ne rencontre pas les intérêts du pouvoir ni son désir de projeter d'Haïti l'image d'un « pays idyllique* » (Radio Kiskeya, sur le net. Archives 29 juillet 2012). Un nouvel air chaud, une sorte de sirocco présidentiel, annonciateur d'une nouvelle ère commença alors à animer des membres de la presse d'opposition, secs de peur.

A St Michel de l'Attalaye, le mercredi 31 août , le président «dériva» encore. Le député Patrick Joseph en eut pour son grade. Il apprit de la bouche même du *bandi* qu'un de ses fiers-à-bras, Roro Nelson, aurait pu l'«étouffer». Détail ophidien très intéressant, car on ne soupçonnait pas que dans l'entourage du chef de l'Etat il pût se dissimuler un boa constricteur. Puis, le 3 octobre, lors de l'inauguration d'une école nationale à Tabarre, le président Martelly stimulé par les conseils-fesses dehors toutes de Mgr Kébreau enfila son pantalon vakabonnard de Sweet Micky, exposa ses rondeurs arrières et débonda, menaçant un journaliste de Scoop FM d'«entrer dans sa mère». *Kòmsamèr* ! La terre médiatique trembla alors, sauf du côté de Signal FM où par «souci d'équilibre», Lucien Jura et l'intrépide docteur Harrison Ernest gardèrent un silence d'équilibriste. Depuis, Jura est devenu un porte-parole du *vakabon*, pendant que se précisait une nouvelle ère, une ère de vakabonderie présidentielle.

En effet, le mercredi 12 octobre, lors d'une rencontre de Martelly avec le Groupe dit des 58 (députés), la bourrique quoique bien habillée pour la circonstance ne put s'empêcher de braire. La mère du député Bélizaire fit les frais de ces braiments. L'animal, au propre comme au figuré, entra hardiment dans la mère du parlementaire. Le flot de gros mots sales qui suivit cet échange n'a même pas pu être rapporté, ni par la presse ni par le député victime de cette prestation SwetMikyste, tant l'obscénité des propos présidentiels fut choquante. Madame Mirlande Manigat, de passage à Radio Caraïbes, au lendemain de ce mercredi des élégances verbales présidentielles, a exprimé sa crainte que ce comportement malsain, ordurier et morbide du président Micky ne devienne une pratique à laquelle la presse et la société civile finiraient, honteusement, par s'habituer.

Martelly a, déjà et malheureusement, inauguré une nouvelle ère, celle d'entrer de façon intempestive, injurieuse et vakabonne dans l'intimité de nos mères avec l'obscène désinvolture qu'on lui connaissait déjà. Il faudra bien qu'il se déplace avec un crachoir portable (il en existe) pour crachouiller ses ordures. Ainsi nos mères seront à l'abri de ses nauséabonderies.





Kolektif Mobilizasyon pou Dedomaje viktim Kolera



Yon lane apre epidemi kolera fin enstale l nan tout peyi a, tout kondisyon toujou reyini pou pifò popilasyon an trape maladi a sitou nan dlo kontamine yo



Manifestasyon kont prezans Minustah nan peyi a

Deklarasyon Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo, nan okazyon yon lane depi epidemi Kolera MINISTA a ki deja touye plis pase 6 mil moun epi voye plis pase 400 mil lòt sou kabann lopital, ap taye banda nan peyi a

Menm jan ak anpil lòt dat, 19 oktòb la, se yon dat madichon anplis, nan listwa nou. Se nan dat 19 oktòb 2010, jounalis ayisyen kou etranje ak espesyalis nan zafè lasante, te dekouvri epidemi kolera a nan Plato santral. 19 oktòb 2011 lan, fè egzakteman yon lane depi sòlda MINISTA kole nan gagann nou, epidemi sa a ki deja touye plis pase 6 mil moun epi voye plis pase 400 mil lòt na kouche sou kabann lopital. Malgre tout rechèch ki fèt montre aklè se MINISTA ki pote malè pandye sa a, nou konstate Leta ayisyen ak Nasyonzini refize pran responsablite yo pou viktim yo jwenn jistis ak reparasyon. Olye otorite yo fòse Nasyonzini pran responsablite li, yo pito fè avoka MINISTA, nan chache jistifye zak li yo.

Yon lane apre epidemi kolera fin enstale l nan tout peyi a, tout kondisyon toujou reyini pou pifò popilasyon an trape maladi a, sitou moun k ap viv nan vil pwovens yo. Pifò moun nan peyi a pa gen bon dlo pou yo bwè. Se nan larivyè kote bèt bwè dlo, pifò moun nan peyi a ap bwè dlo. Pa gen twalèt pou popilasyon an al fè bezwen yo, alewè lopital pou yo ta jwenn lasweyay. Akote maladi kolera a ki deja ap taye banda nan kat kwen peyi a, MINISTA pa janm sispann jete matyè fekal nan divès depatman nou yo. Anplis sa, tout moun konnen sòlda MINISTA yo se yon bann pwofesyonèl nan fè kadejak sou jenn fanm ak jenn gason. Menm timoun pa gen padon anba kadejak sòlda MINISTA.

Yon ti rapèl sou kèk zak MINISTA nan peyi a

Se pa sèlman kolera sòlda MINISTA yo fè nan peyi a. yo pote anpil lòt malè, akote maladi kolera a. Nou paka bliye zak kadejak 3 sòlda Pakistanè te fè sou Nadège Nicolas nan Gonayiv nan lane 2005. Nou sonje tou, enplikasyon sòlda MINISTA **Samson Mangle**, nan dividal lajan dwòg Pòdpè a, nan lane 2008. Yon dosye ki fèmen nan tiwa lankèt se pousui. Nan dat 24 me 2010, yon **dizèn sòlda brezilyen MINISTA**, rantre nan **Fakilte Etnoloji**, yo arete epi maspinen etidyan **Frantz Mathieu Junior**. Alòske, tout moun konnen espas inivèsite a, se yon espas ki envyolab. Nan mwa out 2010, sòlda MINISTA nan Okap pann **Gérald Jean Gilles**, nan pwòp baz yo nan Okap. Dènye zak ki chavire bonèt pifò moun nan peyi a, se kadejak 4 sòlda irigweyen fè sou jenn gason **Johnny Jean** nan Pòsali.

Nou pran sèlman kèk egzanp move zak nan mitan yon dividal lòt, pou nou montre kouman fòs okipasyon an ap imilye pèp ayisyen an. **Eske se pou sa zansèt nou yo te batay? Eske Desalin te mouri pou pèp la te kontinye pran imilyasyon nan men MINISTA ak kolon makiye tankou Bill Clinton ak akolit li yo ki nan CIRH la?**

MINISTA dwe kite tè Desalin nan epi CIRH la dwe disparèt.

Pou noumenm nan **Kolektif** la, MINISTA ak CIRH, se 2 zèl yon sèl malfini. MINISTA se zèl militè malfini dominasyon ak okipasyon peyi a. CIRH la, ki gen nan tèt li nouvo kolon Bill Clinton, se zèl ekonomik ak politik la. Se malfini sa a ki responsab aplike tout politik FMI, Bank Mondyal BID ak gwo miltinasyonal yo ap deplòtonnen nan peyi a depi lane 1980 yo ak konplisite otorite nan leta a. Yon kalte politik ki echwe nan peyi a, ki tabli plis mizè, chomaj epi ki preske fin detwi pwodiksyon nasyonal la. Se pou sa nou kwè MINISTA dwe ale epi CIRH la dwe disparèt.

Lè n konsidere Ayiti pa nan lagè ak okenn lòt peyi epi li pa reprezante yon menas pou okenn peyi sou latè.

Lè n konsidere akò 9 jiyè 2004 ki te ponn MINISTA a, se yon akò ki ilegal epi ki kont konstitisyon an ki deklare Ayiti se yon peyi ki granmoun tèt li.

Lè n konsidere prezans MINISTA nan peyi a se yon souflèt marasa pou papa nasyon an, pou tout zansèt nou yo ak tout ayisyen ki kwè nan yon Ayiti granmoun

Lè n konsidere pratik fimen dwòg (gade rapò RNDDH la) ak kadejak MINISTA yo, se move egzanp pou jenn gason ak jenn fanm k ap leve jounen Jodi a

Lè n konsidere dega epidemi kolera MINISTA a ap fè nan peyi a

Lè n konsidere CIRH la se yon zouti dominasyon ak anvlopman k ap ranmase richès anba grif li, pou gwo antrepriz miltinasyonal yo

Lè n konsidere anviwon yon milya dola vèt k ap depanse nan MINISTA chak ane yo, ka sèvi pou konbat maladi kolera a, nan konstui lopital epi bay pèp la bonjan dlo potab

Lè n konsidere MINISTA echwe nan tout misyon ofisyèl li te bay tèt li nan peyi a.

Nou deklare li lè li tan pou nou chante antèman MINISTA ak tout CIRH la. Se pou tout rezon sa yo, nou mande pou MINISTA kite san pèdi tan, peyi zansèt nou yo te batay kite pou nou an. Kolektif la mande reparasyon pou peyi a ak pou tout viktim kolera, kadejak ak represyon ki fèt sou pèp la. Se pou sa, n ap pwofite fè tout popilasyon an konnen, batay pou dedomajman an, se pa yon batay anlè, Nasyonazini, prevwa nan bidjè li, anviwon 50 mil dola vèt (2 milyon goud), pou tout moun ki victim anba zak sòlda Nasyonzini yo komèt, nan tout peyi kote yo prezan sou latè. Kidonk, nou dwe batay pou fòse Nasyonzini dedomaje nou epi pou kadejakè yo bay tè Desalin nan.

Aba CIRH! Aba Bill Clinton! Aba okipasyon! !Viv lit pèp la

Pou Kolektif la: Yves Pierre-Louis, James Beltis **ak** Guy Numa

Rejyon Sidès la sonnen lanbi rasanbleman an bò lakay pa l pou chache yon lòt estrateji batay!

Òganizasyon sosyal ak politik nan Sidès yo fè yon gwo jefò 13-14 out ki sot pase la a pou yo rasanble plis pase yon milye moun ki sòti nan tout seksyon kominal depatman an ak nan divès kwen nan peyi a pou vin brase lide sou politik peyi a, istwa l, bilan viktwa ak echèk lit demokratik yo. Yo rive pwopoze nasyon an yon Platfòm Politik Rejyonal Pwogresis–PPRP, kòm yon enstriman politik rejyonal epi yo mete deyò manifès politik yo k ap sikile sou entènèt la. Yon patriyòt ki te la ap di mo pa li sou inisyativ sa a.

1- Se yon viktwa sou fòs fènwa yo nan peyi a ak nan rejyon an paske malgre entimidasyon, kraponay, vye pwopagann, plizyè òganizasyon sosyal, pati politik ak sitwayen angaje nan rejyon an reyisi mete tèt yo ansanm pou bay yon repons politik korèk ak yon sitiyasyon delabreman moral, politik, òganizasyonèl k ap devaste depatman Sidès la. Nan manifès la, Platfòm nan pran angajman pou poze pwoblèm rejyon an ak peyi a pi byen pou yo ka pote konkou pa yo nan konstwi yon pouvwa politik ki ka pèmèt yo bay repons ak mizè mas yo, nan kad yon nouvo pwojè sosyete.

2- Platfòm PPRP a denonse okipasyon peyi a, politik restavèk ak popilis dirijan yo ki nan konfyolo ak mafya entènasyonal la epi oligachi a. Yo denonse politik neyoliberal la ki ap miltipliye grangou, malnitrisyon, analfebetis, chomay ak koripsyon nan peyi a.

3- Misyon platfòm nan se sonnen lanbi rasanbleman an pou rapwoche fòs pwogresis yo, depi nan nivo rejyonal pou rive nan nivo nasyonal, pou yo rekonstwi peyi a. Yo dakò pou yon dyalòg nasyonal, nan kad yon bon jan gouvènans, nan dwa grandèt majè peyi a. Objektif yo se makonnen ak mas popilè yo, òganize yo pou non sèlman pote revandikasyon yo pi wo men tou goumen pou bon jan redistribisyon byen ak richès fèt nan peyi a, pou gen jistis sosyal ak transfòmasyon sosyal. Pou PPRP, presyon dwe fèt san pran souf sou Leta a pou rive chanje tout bon vre move lavi mas popilè yo.

4- Nan zafè ekonomi, PPRP kwè se nan mete travay nan peyi a lavi mas popilè yo ap chanje tout bon. Se devlopman agrikilti, endistri nasyonal, edikasyon, sitou nan nivo pwofesyonèl ak inivèsitè, k ap pèmèt pwogrè sosyal ak enklizyon rive fèt byen. Ekonomi an dwe sosyal epi solidè. Se pa lajan ki pou pase avan, ni eksplwatasyon youn sou lòt. Se tèt ansanm ki vrè solisyon an. Travayè, travayèz dwe patisipe nan kreye richès peyi a ak nan pataje yo tou.

5- Platfòm nan pou yon gouvènans demokratik. Se ale vini ant sosyete a ak reskonsab yo nan Leta, nan tout nivo, ki baz demokrasi patisipatif la. Se koute revandikasyon lejitim popilasyon an epi chache satisfè yo ki vrè règ jwèt demokrasi a. Tout pawòl sa yo, PPRP rezime yo nan 7 mak fabrik: Pwogresis / Solidè / Demokratik / Popilè / Rejyonal / Anti-enperyalis / Anti-seksis.

Kesyon ak kòmantè pou Platfòm PPRP a

1- Platfòm nan pa ka vle rejyonal epi nasyonal an menm tan. Gen yon konsantrasyon ki pou fèt sou rejyon an dabò pou konstwi epi ranfòse PPRP nan pwòp rejyon li a, pou majorite fòs patriyotik rejyon an retwouve yo nan fonksyonman platfòm nan. Manifès la se yon premye dokiman. N ap tann lòt dokiman ki poze pi fon pwoblèm rejyon an epi ki pwopoze ansanm repons PPRP pou rive nan transfomasyon sosyal li di nan objektif li yo, sa nou ta rele vizyon ak pwogram PPRP pou rejyon an.

2- Nan kesyon estrateji, Platfòm nan di l ap kanpe lwen epi konbat tout pouvwa tradisyonèl ak restavèk. Platfòm nan di tou l ap tabli dyalòg, jwenn antant ak lòt mouvman rejyonal, platfòm politik pou yo kanpe yon nouvo pouvwa. Nou panse pawòl sa a pi konplike pase sa. Gen plis koze ki pou di sou estrateji pou kanpe nouvo pouvwa a paske pouvwa ki la a pa pitimi san gadò. Li gen mèt li k ap veye li epi pwoteje li. Fòk gen plis pale ki pou fèt anndan òganizasyon an sou veritab estrateji pou frape do pouvwa sa a.

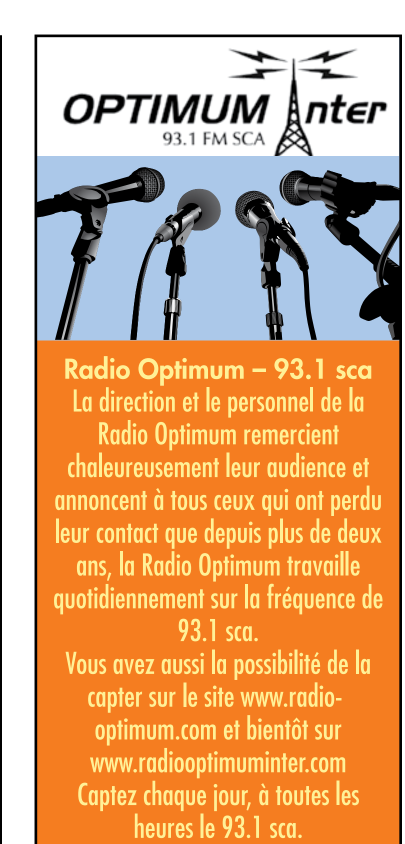
3- Travay refleksyon sa yo mande anpil deba, monte desann anndan òganizasyon yo. Ki estrikti? Ki reskonsablite pataje? Ki nivo kontwòl sou reyalizasyon yo ak reskonsab yo k ap pèmèt travay sa yo fèt demokratikman ak patisipasyon tout moun?

4- Annatandan batay manch long pou reyalizasyon gwo revandikasyon yo, kouman PPRP ka koumanse oswa ranfòse modèl ekonomi solidè a nan rejyon an pou trase wout pwogrè sosyal la, piti piti, nan ogmante pwodiksyon an ak nan amelyore sistèm edikasyon an nan rejyon an?

5- Makonnen revandikasyon ak vizyon 2 kategori asosyasyon, oganizasyon sosyal yo epi branch rejyonal pati politik yo ak sitwayen angaje yo, pou fonksyone ansanm pap toujou fasil. Eske pa gen lòt fòm aranjman ki ta kapab mwens konplike? Ki prekosyon estratejik ki pran pou anpeche yon pote-boure nan eleksyon pa kontrarye travay fondamantal PPRP bay tèt li nan vizyon ak pwogram li ?

Pierre ANDRE
Santinèl # 6





Un Premier ministre sous surveillance

Par Catherine Charlemagne

Après une séance marathon débutée la veille, les députés ont approuvé, tôt le samedi 15 octobre 2011, par 81 voix pour, 0 contre et 7 abstentions la Déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre. Une simple formalité pour Garry Conille à la Chambre basse. En revanche, toute autre chose avec les sénateurs. L'accouchement a été laborieux. L'enfant, au final, se porte bien. Quant aux parents, l'un d'entre eux est placé sous haute surveillance. Ainsi l'on peut résumer ce qui s'est passé au Sénat de la République le jeudi 13 octobre 2011 pour le vote de confiance de la Déclaration de politique générale du Premier ministre. On peut même dire que le désormais chef de gouvernement a eu chaud.



Garry Conille lors du vote des députés

Très chaud. Il aurait fallu, en effet, d'une seule petite voix pour qu'on reprenne tout le processus à zéro. Sur les 30 sénateurs que compte la Chambre haute, seulement 16 ont approuvé la Déclaration de politique générale du Premier ministre et de son cabinet ministériel. Contrairement au premier vote où il y a eu 2 voix contre, cette fois-ci ce sont 4 sénateurs qui ont voté contre Garry Conille. Quant aux abstentionnistes, on avait enregistré 9 la dernière fois. Alors que pour ce vote décisif il n'y en a que 5. Quatre honorables sénateurs n'ont pas jugé utile de prendre part au scrutin et, selon le règlement intérieur de ladite assemblée, le Président ne prend jamais part au vote.

Bref, c'est de justesse que la République s'est enfin dotée d'un nouveau gouvernement, cinq mois après l'investiture du successeur du Président René Garcia Préval. Mais que s'est-il passé entretemps ? Puisque une semaine auparavant, comme un bulldozer, le Premier ministre désigné écrasait tout sur son passage. Unanimité à la Chambre des députés. Grande majorité au Sénat. Félicitations de la communauté internationale. Etc. Même le Président Michel Joseph Martelly semblait trembler sur ses bases. Celui-ci paraissait en perte de vitesse, obligé de s'afficher publiquement avec son Premier ministre afin de couper court à des supputations, laissant croire qu'il y a déjà de l'eau dans le gaz entre lui et son futur chef de gouvernement. Sauf que le Président n'avait pas encore dit son dernier mot.

Dans un processus long et truffé de pièges en tout genre, tant que le Premier ministre n'est pas installé dans son bureau de la Villa d'Accueil, pour un habitué de ces tractations en coulisses, tout reste encore possible. Selon ce même interlocuteur, en fait, c'est le chef de l'Etat qui détient la clé du succès de son Premier ministre désigné devant le Parlement. A tout moment, il peut mettre en péril le processus, faire obstacle aux promesses de son poulain, rétrécir ses marges de manœuvres ou carrément s'opposer aux approches de son Premier ministre désigné dans la phase de négociations. Bref, tant que le désigné n'a pas encore traversé les quatre étapes successives du processus de la ratification, le chef de l'Etat demeure lui aussi un obstacle à surmonter et pas le moindre.

C'est ce qui a failli arriver avec Garry Conille. Pour faciliter l'avancement du dossier de celui-ci dans les deux Chambres, la présidence lui avait accordé une bonne marge de manœuvre pour pouvoir négocier avec les parlementaires. Surtout avec les sénateurs du groupe G16 de Joseph Lambert, ayant la possibilité politique de faire capoter toutes les démarches de la présidence. Rassuré par la confiance que lui fait le Président, Conille s'évertuait à faire des promesses tous azimuts qu'il ne pouvait tenir sans l'accord formel du chef de l'Etat. Des parlementaires qui se croient maîtres de la situation et aussi libres de réclamer l'impossible dans la mesure où ils cherchent à former un pacte avec le Premier ministre désigné contre le Président.

Dans les deux camps, tout paraissait possible. Faisable. Réalisable. La logique du partage des responsabilités gouvernementales entre un Parlement hostile à la présidence et une Primature qui espère garder son autonomie vis-à-vis du Président de la République augure d'une mise en quarantaine du Palais national. Mais voilà que, du côté du Champ-de-Mars, on sent le piège. On s'aperçoit du traquenard. On voit venir le coup de Jarnac.

L'alliance était trop belle pour passer inaperçue aux yeux des Conseillers du Palais. Des Conseillers qui voyant déjà d'un mauvais œil l'arrivée de cet inconnu à la Primature sur qui ils n'auront pas vraiment d'autorité, organisent la contre attaque, font circuler des rumeurs, communiquent de fausses listes de gouvernement. Etc. Finalement, ils poussent le chef de l'Etat à récuser certaines promesses de Conille à l'endroit des parlementaires. Une stratégie payante. Un stratagème conduisant à réduire l'influence du Premier ministre auprès des élus. Un Premier ministre désigné n'arrivant pas à tenir ses promesses avant même d'accéder à la fonction suscite des interrogations sur son influence auprès de Martelly. Les ministères négociés et acceptés ne sont pas au rendez-vous.

Des sénateurs qui se sentent trahis et ayant l'impression de se faire rouler par la présidence et son Premier ministre. D'où ce vote sur le fil du rasoir de sa Déclaration de politique générale. Ce faible score ne peut qu'affaiblir le Premier ministre devant le chef de l'Etat. Or, ce n'était pas le but recherché. Les deux chefs de l'exécutif deviennent à égalité devant un Parlement qui peut prendre sa revanche dans les six mois qui suivent l'installation du gouvernement. Sauf si, une fois investi, le Dr Garry Conille se place ouvertement du coté du Parlement. Pour se faire, il peut prétendre gouverner selon le vœu de la Constitution, prétextant que le Président préside, le gouvernement gouverne.

Poussant ainsi le pouvoir législatif à se mettre de son coté moyennant certains avantages d'ordre matériel aux élus pour leurs circonscriptions respectives. De toute manière, l'on s'attend à certaines frictions entre la présidence et la Primature. Il n'échappe à personne et, on l'imagine, à Garry Conille aussi, qu'il a été placé sous haute surveillance des hommes clés du Président Martelly, faisant parti du gouvernement. Quelle autorité pourra exercer le Premier ministre sur des ministres poids lourds tel un Laurent Lamothe, grand argentier de la campagne présidentielle de Martelly ou un Thierry Mayard-Paul, ami d'enfance, dit-on, du chef de l'Etat ? Sans vouloir plonger le nouveau chef du gouvernement dans une espèce de psychose de peur ou de panique préventive, il est de notoriété publique à Port-au-Prince que ce sont ces deux personnalités qui tiennent vraiment les rênes du pouvoir.

Il semble d'ailleurs que le nommé Laurent Lamothe se place comme un incontournable dans le dispositif de Martelly. Il est partout. Présent dans toutes les décisions présidentielles. Dans toutes les Commissions existant de l'ère Martelly. Laurent Lamothe, ancien entrepreneur qui a fait fortune dans la communication et la nouvelle technologie avant de prendre en charge le financement de la campagne de l'ancien musicien, est aujourd'hui le véritable homme fort du régime. Il est membre de la *Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti* (CIRH) nommé par Martelly. Il est aussi Coordonnateur du fameux *Conseil Consultatif pour le Développement d'Haïti* (CCDH), un organisme créé par le Président Martelly tout récemment. Le voici en invité surprise du gouvernement de Conille, Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes. Sans conteste on peut penser que Lamothe est indispensable. Incontournable pour l'actuel régime.

Le bruit court déjà dans le pays. Laurent Lamothe sera le successeur du Dr Garry Conille, tant l'homme prend de l'altitude et de l'étoffe. L'autre grand seigneur du pouvoir Martelly demeure Thierry Mayard-Paul. Avocat de son état, le voilà devenir l'autre pilier et l'homme de confiance de la présidence. De chef de cabinet du Président, il est bombardé super Ministre de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et de la Défense nationale. Mayard-Paul aura la haute main sur le pays et deviendra du coup les yeux et les oreilles du Président Michel Martelly grâce aux différents Services d'espionnage et de Renseignements qui vont être mis en place. Dans la perspective de la création des nouvelles forces armées d'Haïti, Thierry Mayard-Paul va devenir le garant de la défense et de la sécurité du territoire national. Et puis quoi encore ! Il ne fait aucun doute, ces deux supers ministres vont donner du fil à retordre au chef du gouvernement, puisque et Thierry Mayard-Paul et Laurent Lamothe, les deux convoitent ouvertement la Primature.



Daniel Supplice serrant la main à son Premier ministre Dr. Garry Conille

Le grand perdant dans l'affaire, c'est Daniel Supplice. Tout le monde l'attendait à la tête de la Chancellerie haïtienne, après avoir été longtemps premier ministrable. Erreur ! Le pauvre n'a été repêché qu'à la dernière minute. Il est rétrogradé à la dernière roue du Carrosse après s'être vu refuser de monter dans le Bus, devant conduire le Cabinet au complet du Palais national au Sénat. Rentré chez lui, dépité et humilié, c'est de là qu'on l'a appelé en catastrophe pour rejoindre la troupe au Parlement. Il est pointé au rang de Ministre des Haïtiens Vivant à l'Etranger. Un strapontin signifiant clairement sa mise à l'écart du premier cercle du Président.

Enfin, Thierry Mayard-Paul et Laurent Lamothe ont la confiance absolue de leur patron qui se méfie comme de la peste d'un Premier ministre imposé et jouissant d'une relative sympathie auprès des parlementaires. Ces deux hommes n'auront qu'un seul chef : le Président de la République. Placés dans des postes stratégiques, ils peuvent, s'ils sont en mission commandée, mener la vie dure à Garry Conille. Face à une telle éventualité, il restera au chef du gouvernement son caractère et ses attributions constitutionnelles qui lui permettraient de mener à bien la barque gouvernementale. L'équation reste tout de même compliquée et risquée pour le nouveau locataire de la Villa d'Accueil.

C.C

Dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne

Les Dominicains d'ascendance haïtienne souffrent actuellement de graves problèmes d'identification, par l'application de la résolution adoptée en 2007 par les autorités dominicaines. Au moins 1,584 Dominicains se sont vus dénationalisés selon les résultats d'une enquête menée par le service Jésuites aux Réfugiés et aux Migrants (SJRM). Cette disposition appliquée par les autorités dominicaines qui empêche les Dominicains d'ascendance haïtienne d'avoir des documents d'identification leur permettant d'accès à l'école, aux études supérieures et à un emploi décent, constitue une violation du droit humain spécifique des Dominicains d'origine haïtienne qui n'est autre que le droit à une nationalité

De nombreuses descendances haïtiennes sont affectées par cette résolution discriminatoire. La majorité d'entre eux sont des femmes qui représentent 59% et des jeunes, 72% âgés de 14 à 35 ans. Dans un rapport rendu public, le Service Jésuite a fait remarquer que : « 70-% des personnes sont nées en territoire dominicain entre 1976 et 2000, conformément à l'article 11 de la constitution dominicaine, alors en vigueur, elles ne sont soumis aux critères de la loi générale de migration promulguée en 2004. Sur le nombre de personnes affectées, 48% ont des enfants. Parmi ces enfants 57% n'ont pas pu être déclarés, entre autres, parce que les autorités leur ont refusé ce droit, et aussi parce que 30% de leurs parents n'ont pas de documents identifié. »

Face à ces graves violations des droits humains, la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hillary Clinton en visite en République Dominicaine au début du mois d'Octobre 2011 a appelé aux autorités dominicaines au respect des droits des immigrants haïtiens. Cette déclaration a soulevé la colère des représentants de l'extrême droite dominicaine. Le candidat du Front National Progressiste (FNP), député Pellegrin Castillo a répondu à Mme Clinton en ses termes : « Je dis à Mme Clinton que cette position est inacceptable. Que nous ne sommes pas confrontés à un problème de migration, nous ne faisons pas non plus face à un problème de droits humains. Nous sommes plutôt confrontés à un grave problème international, causé par l'effondrement de l'Etat haïtien. »

Suite aux récentes déclarations de Mme Clinton dénonçant les violations des droits des Haïtiens en République Dominicaine, une vaste campagne d'intimidation, de menace s'est déclenchée contre la militante des droits humains, Sonia Pierre, qui défend les droits des immigrants haïtiens et ceux de leurs descendants vivant en territoire voisin. Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) a dénoncé les mesures discriminatoires imposées contre les immigrants haïtiens en République Dominicaine, particulièrement, la militante Sonia Pierre : « Des secteurs puissants du monde politique, religieux, des affaires et de la société civile dominicaine sont montés au créneau pour qualifier Sonia Pierre de tous les noms, insulter ceux et celles qui défendent les immigrants haïtiens et démentir du même coup toute information faisant état des violations de droits des ressortissants haïtiens et de leurs descendants dans ce pays. Certains sont allés jusqu'à qualifier Sonia Pierre de cancer pour la République Dominicaine, de traîtresse et même de terroriste. Sa photo a été affichée dans le métro de la capitale comme ennemi de la nation. » Lit-on dans une note que GARR a publiée sur son site.



La militante des droits humains, Sonia Pierre

Le président haïtien, Michel Joseph Martelly qui était en voyage en République Dominicaine le vendredi 14 Octobre pour participer au XIIe Forum de Biarritz qui réunissait quelque 30 pays et plus de deux cents institutions de l'Amérique et de l'Europe a profité de l'occasion pour rencontrer l'ancien président de facto Henry Namphy, mais ne s'est pas prononcé sur de graves violations des droits humains portées aux immigrants haïtiens.

Pourquoi le renouvellement du mandat de la MINUSTAH ?

Par Pierre Junior Dessalines

Une résolution du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a décidé le vendredi 14 Octobre 2011 de proroger pour la septième fois le mandat d'un an de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Malgré toutes les protestations d'ici et d'ailleurs contre les forces d'occupation de l'ONU en Haïti, leur reprochant de graves violations des droits humains, de la propagation de l'épidémie de Choléra, des violence sexuelles sur les jeunes des deux sexes, de l'ingérence flagrante dans les affaires internes du pays, de violation du droit à l'autodétermination du peuple héroïque d'Haïti et le vol de nos ressources, le Conseil de Sécurité n'a pas tiré de leçon. Il a tout simplement approuvé la réduction des effectifs de la mission de déstabilisation de l'ONU.



Une résolution du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies a décidé le vendredi 14 Octobre 2011 de proroger pour la septième fois le mandat d'un an de la MINUSTAH, malgré toutes les protestations contre les forces d'occupation de l'ONU en Haïti

En effet, dans les prochains jours, la composante militaire passera de 8,940 à 7,340, une réduction de 1,600 soldats et celle de la Police passera de 4,391 à 3,241, une réduction de 1,150 policiers. Cela fait un total de 2,750, mais le Conseil a ordonné un retrait de 3,300 casques bleus de ses effectifs réels au cours de l'année 2012, alors que les organisations du mouvement social haïtien continuent d'exiger le départ immédiat et inconditionnel des soldats de l'ONU. Dans cette perspective, de nouvelles manifestations sont prévues à Port-au-Prince et dans plusieurs autres villes du pays contre la présence des forces de l'ONU en Haïti.

Le mercredi 12 Octobre dernier, lors d'une conférence de presse, le représentant du Secrétaire général de l'ONU, le Chilien Mariano Fernandez a fait savoir que la mission virtuelle de la Minustah était de stabiliser Haïti : « Haïti a le droit d'être autonome, mais pour cela, les Haïtiens de tous les secteurs, politique, privé, social ont besoin de travailler ensemble pour voir un jour le départ sans retour de la mission de l'ONU. Si Haïti était parfaitement stable nous serions partis. Il manque beaucoup de chose à faire en Haïti pour atteindre la stabilité. », a-t-il indiqué.

La question qu'on se pose qu'est-ce qui reste à faire ? Qu'est-ce qu'il y a à stabiliser ? Parce qu'Haïti n'est en guerre avec aucun autre pays. Il n'y a pas de guerre civile, pas de guerre religieuse, pas de guerre éthnique, pas de conflit armé, pas de conflit sur les frontières. Haïti ne représente pas une menace pour la paix et la sécurité internationales, ni régionale. Haïti est le pays le plus pauvre de l'Amérique, le seul pays moins avancé (PMA) de l'Amérique. Haïti ne produit pas de drogue, d'armes nucléaires, de bombes atomiques. Les trois pouvoirs de l'Etat remplissent leurs fonctions régaliennes bon gré mal gré. Et alors, en quoi Haïti représente-t-elle une menace pour la paix la sécurité internationales ?

En fait, dans l'embarras pour trouver des arguments justifiant la présence d'une telle force d'occupation criminelle et injuste, ce Conseil de Sécurité de Nations Unies a appelé les responsables de la Minustah à s'immiscer dans les affaires politiques internes du pays en soutenant le processus politique en cours en Haïti, notamment en faisant appel aux bons offices du représentant spécial du secrétaire général dans le pays. Il encourage les occupants à continuer de prêter leur concours au nouveau gouvernement haïtien ainsi que ceux qui coordonnent l'assistance internationale fournie à Haïti, en d'autres termes les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Le Conseil appelle en outre tous les donateurs et toutes les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales à coordonner leurs actions et à travailler en étroite collaboration avec la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) en vue de renforcer la capacité du gouvernement à mettre à exécution le Plan d'action national pour le relèvement et le développement d'Haïti. Telle est la mission de plus de 10,000 soldats de l'ONU en Haïti dont le budget avoisine la somme rondelette d'un milliard de dollars US l'an.

Par contre, l'envoyé spéciale de l'UNESCO, Michaëlle Jean, lors d'une interview sur TV5, la semaine dernière appelle la communauté internationale à cesser de faire main mise sur Haïti en la transformant en une république d'ONG. « On ne peut plus penser à un développement durable sur la base d'une dépendance totale de l'aide internationale, ce n'est pas possible. Cet éparpillement a transformé le pays en un véritable laboratoire, où on a des dizaines de milliers d'ONG, qui font en sorte que l'Etat est devenu de plus en plus dépossédé des moyens nécessaires pour implémenter ses politiques. Si vous prenez trois ONG importantes en Haïti, vous mettez leurs budgets ensemble, elles ont plus de ressources financières que l'Etat lui-même, c'est un non-sens total ! Cela crée une sorte d'Etat parallèle, c'est pour cela qu'on parle de la république des ONG en Haïti. Ce n'est pas possible, si l'on veut qu'il y ait un avancement majeur au niveau de la gouvernance, il faut un Etat avec des moyens pour vraiment mettre de l'avant ses politiques. Haïti a des plans. Il y a un plan haïtien pour l'éducation, un plan haïtien pour le développement, pour la lutte contre la pauvreté, il faut travailler avec ces paramètres-là. » A-t-elle fait savoir.

De toute évidence, pour que Haïti parvienne à concrétiser son vrai projet de développement durable, elle doit se débarrasser de toute force d'occupation et des autres instruments de domination et d'exploitation : telles les ONG, la CIRH, la Minustah, le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et autres.

DÉCÈS

Nous annonçons avec infiniment de douleur la nouvelle de la mort de Soeur Jeanne Baptista Lambert survenue le lundi 17 octobre à 2h pm à New York Community Hospital où elle a été reçue pour complication de santé après une longue maladie chrétiennement supportée.

Soeur Jeanne ayant fait voeu de chasteté a gardé intact pour son Dieu son corps et son chapelet depuis qu'elle avait été ordonnée au couvent de la Cathédrale des Cayes, puis obligée par la suite à s'en démettre après 8 ans de profession.

Rentrée aux Etats Unis en 1972, Soeur Jeanne n'a jamais abandonné sa foi, vu que son temps a été consommé à secourir les affligés qu'elle rencontrait sur son chemin tout en faisant de L'Eglise St Jérôme et de sa maison les points de repère pour la poursuite de son sacerdoce.

En cette pénible circonstance, aux parents et amis, particulièrement ses soeurs Marie Elizabeth Lambert, Philomène Etienne née Lambert, son beau-frère René Michel Etienne, ses filles adoptives Elta Lambert Chérélus et enfants, Tarama et Pascale Théus ; ses neveux et nièces : Yanick Lambert Dauphin, Rémy Dauphin, Kahina Daphin, Jenny-Flore Etienne, Ashanti Emmanuel, Patrick Etienne et famille, Ronald Etienne et famille, Marie Josée Julien, Manelle Guerrier, Louisianne Gracia, Léonia Lamour et famille ; à Virginia Jean, Elmise Jean Baptiste ; à ses nombreux filleuls, cousins, cousines ;

aux familles Lambert, Etienne, Dauphin, Ménard, Théus, Davilmar, Maxime, Leroy, aux membres et fidèles de l'Eglise St Jérome, aux parents, alliés et amis, Haiti Liberté présente ses profondes sympathies.

La dépouille de Soeur Jeanne Baptista Lambert sera exposée aux cryptes de l'Eglise St Jérome le vendredi 21 octobre de 5h à 9h pm et les funérailles chantées en la dite Eglise le samedi matin à 8 heures.

La mise en terre se fera aux Cypres Hill.

Paix à son âme.

Reflections Following a Delegation:

How MINUSTAH Hurts Haiti



UN troops in Haiti: "It's an occupation force that doesn't help the people," Haitians told the SOA Watch delegation.

By Becca Polk

During the first week in October, I took part in a human rights delegation to Haiti led by the U.S. grassroots organization "SOA Watch." The delegation of 17 activists from around the U.S. wanted to gain firsthand knowledge about the UN Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH), a military occupation force of 13,000 troops and police. We also saw numerous initiatives being organized by Haitians to promote their nation's dignity and sovereignty.

SOA Watch monitors and protests the activities of the U.S. Army's School of the Americas (SOA), based at Ft. Benning, Georgia, where the officers of repressive Latin American military and police forces, including Haiti's, are trained. (In January 2001, the school was renamed the Western Hemisphere Institute for Security Cooperation.) I work in the Washington, DC office of SOA Watch, which carries out its work through vigils and fasts, demonstrations and nonviolent protest, as well as media and legislative work.

The conversations and encounters that I had on this delegation to Haiti have inspired me and touched my heart, changing my perspective on the world. While I do not represent the whole delegation or even SOA Watch, I would like to share some reflections about the numerous meetings we had and things we witnessed.

We observed MINUSTAH tanks, soldiers and police patrolling every corner of Port-au-Prince, where Haitians eke out basic survival amidst earthquake rubble.

The UN Security Council deployed the MINUSTAH in June 2004 to replace the U.S., French and Canadian troops which occupied Haiti following the coup d'état (supported by those same nations) against former President Jean-Bertrant Aristide.

According to its mandate, the MINUSTAH should focus on training and strengthening the Haitian National Police. But, in reality, we observed that MINUSTAH is primarily a military mission which provides security, not for Haiti's people, but rather for foreign companies (including most of the large NGOs) and Haiti's business elite.

"*It's an occupation force that doesn't help the people,*" a representative from the "Grassroots Coalition against MINUSTAH" told us. "*They terrorize the people in the poor neighborhoods, they say they are here to help the people of Haiti who are in misery, and their sole objective is to support the multinationals and the bourgeoisie in Haiti.*"

Our delegation learned how militarization is often justified as providing security for humanitarian assistance. For example, 22,000 U.S. troops and an additional 4,000 UN troops were deployed to Haiti following the Jan. 12, 2010 earthquake. But other than a few token efforts, those troops did not generally help to save lives, remove rubble, or rebuild homes. They primarily patrolled streets and guarded businesses, supposedly to prevent "*looting.*"

The UN troops, we were told, have often conducted deadly raids in Haitian shantytowns and against anti-coup demonstrations. In short, the MINUSTAH represses the very people it pretends to protect.

Although some people feared that security might degenerate if MINUSTAH leaves, the vast majority of Haitian grassroots groups agreed that MINUSTAH is causing more harm than good.

The UN spends $2 million a day to deploy MINUSTAH in Haiti, while hundreds of thousands of Haitian earthquake victims remain homeless and destitute.

We heard about cases where Haitians had been sexually abused by MINUSTAH troops and how others had contracted cholera, a now epidemic disease which Nepalese UN soldiers brought to Haiti one year ago. Cholera has now killed over 6,500 Haitians and sickened over 420,000.

"*The police and MINUSTAH don't come out at night,*" said one woman out of several who had been victim of sexual violence in the tent camps. Her statement was quickly affirmed by many nodding heads in the meeting we held with several women's organizations. It became clear to me through many conversations like these that MINUSTAH troops do not protect women from rape or stop other crimes. On the contrary, we heard testimony of how UN soldiers had committed rape and other sexual violence.

We also heard testimony that MINUSTAH troops have aided in the illegal evictions of tent city residents, violently repressed demonstrations, and attacked some of Haiti's poorest communities. Far from a neutral party, the UN took the side of the coup-produced government from 2004 to 2006, aiding in the repression of the Lavalas Family, Haiti's largest political party, and in maintaining that party's leader, Aristide, in exile. This constitutes repression of Haitian sovereignty, not democracy promotion.

Even the legality of MINUSTAH's mandate is questionable, we learned from Haitian lawyers. Haiti has no civil war and is no threat to international peace and security. Furthermore, under an agreement signed by Haiti's illegal coup government and the UN, MINUSTAH troops cannot be tried in Haitian courts for violations of human rights.

However, UN troops have routinely violated Haitian's human rights. We visited Cité Soleil and were shown the thousands of bullet holes that still pockmark buildings following massacres carried out by MINUSTAH troops from 2005 until 2007.

We were told the story of a young man in Cap Haïtien who was found hanging from a tree after the alleged mistress of a MINUSTAH commander falsely accused him of stealing money; the day after his death, she found her misplaced purse. When a Haitian judge tried to look into the case, the UN brass blocked the investigation.

MINUSTAH's "*presence helps perpetuate their staying,*" one woman told us. "*They should leave because they are wasting resources and not fixing anything. MINUSTAH money should instead train more police and security forces, and go to creating more jobs.*" The overwhelming message we received: The MINUSTAH is in Haiti to maintain the status quo, which features a huge chasm between between rich and poor.

SOA Watch helped initiate a recent letter to Latin American governments, signed by a number of prominent Latin American intellectuals, academics and human rights defenders, demanding MINUSTAH's immediate withdrawal.

Also, our delegation released the following statement: "*Members of U.S.-based human rights, legal, faith-based, and policy organizations call for an end to foreign intervention in Haiti today, including the withdrawal of the UN Stabilization Mission in Haiti, MINUSTAH.*"

Many Haitians we spoke to were also concerned that the current President Michel Martelly wants to bring back the Haitian army, which Aristide dismantled in 1995. The former Haitian army, which was set up by the U.S. Marines following their 1915-1934 military occupation, was a corrupt and brutal force, responsible for many coups and massacres. It never protected Haiti against foreign states; it only repressed and terrorized the Haitian people.

The new force that Martelly proposes would cost $95 million annually to start. This is money Haiti cannot afford, for a force the Haitan people do not want or need, people told us.

Haitians we spoke with also denounced NGOs that purport to "*help the people*" but which are, in their view, corrupt and parasitical. The NGOs spend more on overhead and living expense than they do on providing aid. Many of these same NGOs participated in the coup against President Aristide by financing the opposition and writing reports filled with disinformation that contributed to a pro-coup media campaign. Many of these NGOs also support the neoliberal agenda which is destabilizing democracy in Haiti.

Haitians provided great inspiration for continuing our social justice work and organizing here in the U.S.. Their history is inspirational: the only successful slave revolution routed the most powerful army at the time, and then, as a free nation, provided support and safe refuge for anyone fighting slavery and colonialism, including Simon Bolivar, who led the freedom struggles on the South American continent.

This heroic history has instilled a resilience in Haitians that you can see in the faces of women as they balance huge baskets on their heads, or in the faces of children playing soccer in the dust of Cité Soleil.

Despite their near total lack of financial support, many Haitian grassroots organizations continue fighting, interacting and empowering the poorest and most disenfranchised sectors of Haitian society in the pursuit of jobs, water, food, housing, and security. One representative of MOLEGHAF (Movement for Liberty and Equality by

continued on p(18)

How the U.S. is Preparing a "Cuban Spring" with "Roots of Hope"



Felice Gorordo, who has worked in the White House, is one of the founders of Roots of Hope. The organization is part of Washington's latest offensive against Cuba

By Mona Péralte

Haitians have repeatedly witnessed how Washington carries out "regime change" in the past two decades. In the lead-up and aftermath of the 1991 and 2004 coups, we saw how the U.S. concocted organizations like the Democratic Convergence and Group of 184 through the National Endowment for Democracy (NED) and the Central Intelligence Agency (CIA). U.S. subversion has succeeded twice in Haiti, but it has failed miserably dozens of times in our neighbor Cuba. Let's look at the most recent destabilization campaign they are cooking up for our Cuban brothers and sisters.

The U.S. government has been trying to snuff out the Cuban revolution for over 50 years. Through multiple attacks by the CIA, it has tried everything, but the Cuban revolution continues on its socialist path, benefitting not only the Cuban people but other peoples of the world – with doctors, soldiers, and technicians – thanks to Cuba's revolutionary internationalism.

Now, the U.S. is trying to take advantage of popular struggles, like those in the Arab world, against the very governments which it used to support. These struggles are often led by the large, educated young generation of 15 to 30-year-olds. Using this model, the U.S. wants to prepare Cuba's youth for a counter-revolution. By working through a Cuban-American organization called *"Roots of Hope"* – *"Raíces de Esperanza"* in Spanish – U.S. officials dream of organizing a "*Cuban spring.*"

Roots of Hope was launched in 2003 by a group of idealistic young Cuban-Americans. Their website says: "*We are a network of more than 3,000 students and young professionals across the U.S. and abroad focused on empowering Cuban youth. We seek to inspire young people to care about Cuba, think outside the box and proactively support our young counterparts on the island through innovative means. In 2003, we were founded by college students as an association between the Georgetown and Harvard Cuban American student groups. Today, we encompass a dynamic and diverse group of young servant leaders throughout the U.S. with students at more than 55 universities and young professionals in Boston, New York, Washington, D.C., Los Angeles, Chicago and Miami. We hope to make a positive impact on Cuba.*"

One of the main projects of *Roots of Hope* is to send cellphones to Cuban youth to "*help them connect with each other.*" It has also established a fund to promote travel to Cuba by young Cuban-Americans.

According to its leaders, the organization is apolitical, with members having very different views on U.S. policy toward Cuba. Since its founding in 2003, *Roots of Hope* has sponsored academic forums at Harvard, Georgetown, Princeton, Duke and the University of Pennsylvania, through a network of over 2,000 students, young professionals and graduates, representing more than 87 schools and 28 affiliated organizations.

They define their mission as "*empowering youth to become authors of their own future.*"

Their vision: "*A day when Cuban youth are empowered with the necessary skills and opportunities to make a successful future for themselves and their families in Cuba. A day when youth on the island can freely participate in open exchanges about their ideas, hopes, dreams, and realities. A day when Cuban youth can freely say, think, feel, or do what they want and not what they're told – without repression. When Cuban youth in and outside of the island can be reunited.*"

Is this what is called apolitical? Isn't the political message loud, clear and concrete?

One of the founders of *Roots of Hope* is Felice Gorordo. He is a White House employee in the White House Fellows program. As the White House's website explains:

"*Founded in 1964, the White House Fellows program is one of America's most prestigious programs for leadership and public service. White House Fellowships offer exceptional young men and women first-hand experience working at the highest levels of the federal government.*"

Gorordo works in the Office of Public Engagement and Intergovernmental Affairs at the White House. He also worked with the George W. Bush administration's Cuba Transition Coordinator, Caleb McCarry, who was responsible for defending U.S. interests in Cuba and promoting the Cuban revolution's destruction.

Another founding member of *Roots of Hope* is Tony Jimenez. He said the group is nonpartisan, that the organization works hard to stay above the political fray regarding Cuba.

However, *Roots of Hope* is an organization of the reactionary right, supported by the *Cuban Democratic Directorate*, and the *Cuban American Legislators*, two virulently anti-Cuban-Revolution organizations based in Florida.

So here we have an organization which purports to not support or

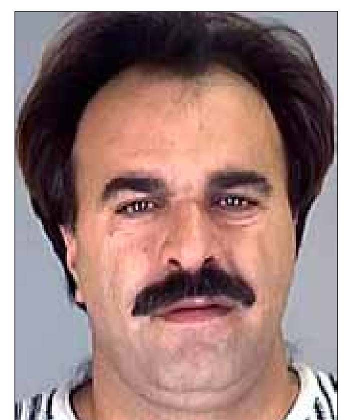
continued on p(18)



Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et celui des Etats-unis Barack Obama, l'administration de ce dernier a lancé une nouvelle accusation contre l'Iran



Conférence de presse de l'attorney general Eric Holder. Derrière lui, le directeur du FBI, Robert Mueller. (Washington, 11 octobre 2011)



Manssor Arbabsiar, commerçant texan promu dangereux terroriste

LE « COMPLOT IRANIEN »

Par Thierry Meyssan

L'administration Obama a lancé une nouvelle accusation contre l'Iran. Cette fois Téhéran aurait commandité un projet d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington. Malgré les détails fournis à la presse, les chancelleries se montrent réservées. Le temps où les Alliés se croyaient obligés d'adhérer sans réserve aux mensonges états-uniens semble révolu.

La médiatisation de l'affaire a été organisée avec soin. L'administration Obama avait clairement l'intention de l'exploiter au maximum. Mardi 11 octobre 2011, le secrétaire à la Justice (attorney general) Eric Holder, flanqué du directeur du FBI, Robert Mueller, annonce la mise en accusation d'un double ressortissant irano-états-unien pour avoir commandité à un cartel de drogue mexicain l'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington.

Lors de cette déclaration à la presse, le secrétaire Holder indique que le prévenu, Manssor Arbabsiar a reconnu les faits. Il a admis avoir travaillé pour le compte d'un officier des Gardiens de la Révolution, basé en Iran, Gholan Shakuri, lequel aurait déjà fait parvenir environ 100 000 dollars aux tueurs à gage, comme acompte d'un contrat estimé à 1,5 million de dollars. Holder souligne que les États-Unis considérent l'Iran, en tant qu'État, comme responsable du complot.

De son côté, le sous-secrétaire au Trésor, chargé du Renseignement antiterroriste et financier, David S. Cohen, annonce des sanctions contre cinq personnes mêlées au complot : Manssor Arbabsiar, Qasem Soleimani (commandant des Gardiens de la Révolution), Hamed Abdollahi (officier des Gardiens de la Révolution), Abdul Reza Shahla (« le cousin »), et Ali Gholam Shakuri (« l'agent de liaison »). À noter que seuls deux des cinq noms figurent sur l'acte d'accusation, les trois autres ont été ajoutés par les services de renseignement sans que l'on sache sur quels indices ils se fondent [1].

Une quinzaine de minutes après ces déclarations, le prévenu est présenté au Tribunal de New York et l'acte d'accusation est distribué aux journalistes [2]. On y apprend que Manssor Arbabsiar se serait rendu le 24 mai, le 23 juin et le 14 juillet 2011 à Mexico pour rencontrer un représentant du Cartel et lui demander d'assassiner l'ambassadeur. Cependant son interlocuteur aurait été un informateur rémunéré qui se serait empressé de prévenir les autorités US.

Les deux rendez-vous de son dernier voyage auraient été enregistrés par l'informateur à l'insu du prévenu, ainsi que deux conversations téléphoniques. Durant sa garde à vue, l'Iranien aurait authentifié les enregistrements et fait des aveux. Selon les transcriptions, Manssor Arbabsiar aurait confié travailler pour le compte de son cousin, un général de la Force Al Quods des Gardiens de la Révolution, qui serait recherché aux États-Unis probablement pour des attentats commis en Irak —Le général l'aurait recruté en raison de ses fréquents voyages professionnels au Mexique, avec l'intention initiale d'enlever l'ambassadeur plutôt que de le tuer—. Le Mexicain aurait indiqué disposer de quatre hommes pour exécuter le contrat et avoir procédé à un repérage. Il aurait alors décrit l'emploi du temps, les habitudes et le dispositif de sécurité de l'ambassadeur. En définitive, il aurait été convenu de poser de l'explosif C4 dans un restaurant de luxe fréquenté par l'ambassadeur et de le faire exploser durant son repas, bien que le restaurant soit également fréquenté par cent à cent-cinquante clients, y compris des sénateurs des États-Unis, au risque d'un carnage généralisé.

Le général aurait envoyé aux États-Unis un officier de liaison, probablement un colonel, du nom de Gholam Shakuri, pour effectuer des remises d'argent liquide.

En définitive, l'attentat aurait dû avoir lieu fin septembre. Manssor Arbabsiar entendait se rendre à Mexico afin de servir de gage durant l'opération et de la payer une fois réalisée. Cependant, il s'est vu refusé l'accès au territoire mexicain le 28 septembre et renvoyé aux États-Unis où il a été arrêté à son arrivée à l'aéroport JFK de New York.

Lors de sa garde à vue, Manssor Arbabsiar accepta de passer plusieurs coups de téléphone à Téhéran pour joindre Gholam Shakuri. Il laissa entendre que le retard était dû à de nouvelles exigences financières des tueurs. Le « colonel » refusa d'abord d'envisager une augmentation en évoquant de possibles contrats ultérieurs, puis indiqua consulter sa hiérarchie pour évaluer ce qui serait possible. De la sorte, les enquêteurs estimèrent que le contrat était bel et bien commandité par les Gardiens de la Révolution.

D'autres éléments sont apparus dans la presse qui ne figurent pas dans l'acte d'accusation. Le New York Times cite une source officielle anonyme selon laquelle le cartel mexicain serait Los Zetas. Les comploteurs auraient également prévu de faire sauter l'ambassade d'Israël à Washington et les ambassades d'Israël et d'Arabie saoudite à Buenos-Aires. La même source évoque la possible livraison de tonnes d'opium par les Iraniens au cartel [3]. Selon Associated Press, le général serait Abdul Reza Shahlai que l'administration Bush tenait pour responsable d'un attentat à la bombe perpétré à Karbala (Irak), le 20 janvier 2007, au cours duquel 5 GI's furent tués et 3 autres blessés [4]. Enfin, le Washington Post pense avoir identifié le restaurant, il s'agirait du Café Milano où l'ambassadeur a ses habitudes [5].

L'affaire semble claire. Pourtant, contre toute attente, l'avocate du prévenu, Me Sabrina Shroff, dans une déclaration devant le palais de Justice, affirme à Bloomberg News que son client plaidera non-coupable [6].

Selon CNN [7], Manssor Arbabsiar, un vendeur de voitures d'occasion, ne semble pas avoir d'opinion politique précise. Son casier judiciaire indique qu'il a été condamné à 90 jours de prison pour délit de fuite en 1987, puis a été à nouveau condamné en 2004 pour conduite sans permis, et en 2007 pour excès de vitesse. Il a par contre été relaxé en 2001 pour une accusation de vol, rapporte KIII-TV. Donc un profil fort peu compatible avec la rigueur des Gardiens de la Révolution. Un de ses amis déclare à Associated Press que Manssor ne peut être le cerveau d'une telle opération, car il est bien trop nonchalant pour cela [8].

L'escalade

Suivant un plan de communication très organisé, les officiels états-uniens interviennent en rafale pour commenter et amplifier les propos du secrétaire à la Justice.

Le mercredi 12 au petit matin, le vice-président Joe Biden est omniprésent à la télévision et bat le tambour : il commente le « complot iranien » sur ABC (Good Monring America), sur CBS (The Early Show) et sur NBC (Today). Partout, il martèle que les Iraniens ont dépassé les bornes, qu'ils violent les lois internationales et qu'ils devront rendre des comptes. Cependant, il s'abstient de mettre en cause directement l'ayatollah Khamenei ou le président Ahmadinejad, laissant planer un doute sur de possibles fissures au sein du « régime ».

Le service de presse de la Maison-Blanche indique que le président Obama a joint par téléphone le roi Abdallah d'Arabie saoudite. « Le président et le roi sont convenus que ce complot représente une violation flagrante des normes internationales fondamentales, de l'éthique et de la loi. Ils ont également salué le travail des agences de renseignement et des forces de l'ordre qui ont permis de stopper ce complot, et ont réitéré l'engagement joint des États-Unis et de l'Arabie saoudite à poursuivre une réponse internationale forte et unifiée pour que les responsables de cet complot répondent de leurs actes » [9] [10]

Simultanément, des responsables du FBI, du NCTC, de la CIA, du Trésor et du département d'État présentent à huis clos des informations plus détaillées aux membres de la Commission sénatoriale du Renseignement. Sortant de cette réunion, la présidente de la Commission, Dianne Feinstein, ne tarit pas d'imprécations contre l'Iran. Surtout la sénatrice répète plutôt deux fois qu'une que ce complot ne peut être isolé et qu'il faut enquêter pour découvrir d'autres complots dans d'autres pays [11].

On appréciera l'élégance du procédé : la réunion était à huis clos, mais les réactions sont publiques. Elles portent sur des informations tenues secrètes, donc impossible à évaluer et à vérifier. La sénatrice Feinstein peut dire n'importe quoi sans risque d'être contredite. En l'occurrence, l'essentiel est à l'évidence de susciter l'inquiétude à l'étranger pour mobiliser les Alliés.

La secrétaire d'État Hillary Clinton intervenant lors d'une conférence au Center for American Progress déclare : « Ce complot, fort heureusement déjoué par l'excellent travail de nos policiers et des professionnels du renseignement, était une violation flagrante du droit international et des États-Unis, et une escalade dangereuse dans l'utilisation de longue date par le gouvernement iranien de la violence politique et du parrainage du terrorisme. Ce n'est pas juste, cependant, à propos de l'Iran et des États-Unis ou même seulement de l'Arabie saoudite. Cibler un ambassadeur viole la Convention sur la protection et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale qui, bien sûr, comprend des diplomates. L'Iran est un signataire de cette convention. L'Iran est aussi tenu par les résolutions du Conseil de sécurité de l'appliquer. Ce genre d'acte irréfléchi sape les normes internationales et le système international. L'Iran doit être tenu pour responsable de ses actes. En plus des mesures annoncées par le procureur général, hier, les États-Unis ont augmenté nos sanctions à l'encontre d'individus au sein du gouvernement iranien qui sont associés à ce complot et au soutien de l'Iran au terrorisme. Nous allons travailler en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour accroître l'isolement de l'Iran et la pression sur son gouvernement, et nous appelons les autres pays à se joindre à nous pour condamner cette menace contre la paix et la sécurité internationales » [12] [13].

Lors du point de presse quotidien de la Maison-Blanche, Jay Carney, le porte-parole, répète le mot d'ordre : « C'est une escalade dangereuse dans l'utilisation de longue date par le gouvernement iranien de la violence. Et nous considérons qu'une tentative d'assassiner un diplomate aux États-Unis constitue une violation flagrante du droit international » [14] [15].

Le sénateur démocrate Carl Levin, président de la Commission sénatoriale des Forces armées, dramatise un peu plus. Il qualifie le « complot iranien » d'« acte de guerre » contre les États-Unis d'Amérique [16]. Plusieurs parlementaires républicains lui emboîtent le pas dans la surenchère, tels Michael McCaul, Mark Kirk ou Peter King.

Au département d'État, la porte-parole, Victoria Nuland, annonce que la secétaire Hillary Clinton et son adjoint William Burns ont multiplié les contacts téléphoniques, non seulement avec leurs homologues saoudiens et mexicains, amis avec les grandes chancelleries pour les mobiliser contre l'Iran. [17]

Sur son compte Twitter, la représentante permanente des Etats-Unis à l'ONU, Sussan Rice, annonce : « Avec une équipe d'experts US, je briefe un par un aujourd'hui les membres du #Conseil de sécurité sur le #complot iranien démantelé » [18].

Le jeudi 13, le hasard faisant bien les choses, une audition avait été prévue de longue date au Sénat par la Commission des Banques sur le thème : « Se protéger contre les possibles men-

aces iraniennes : les perspectives de l'administration pour mettre en oeuvre de nouvelles sanctions un an après » [19]. Wendy Sherman, l'ex-assistante de Madeleine Albright devenue sous-secrétaire d'État chargée des relations avec le Congrès (Undersecretary of State for Political Affairs), fait le point sur les sanctions mises en place contre l'Iran pour le dissuader de développer un programme nucléaire militaire et explicite le nouvel effort US. Elle indique que les principaux fonctionnaires du département d'État sont mobilisés pour convaincre tous leurs partenaires dans le monde d'interdire les déplacements des Gardiens de la Révolution et leurs activités à l'étranger. C'est donc cela l'enjeu de toute cette affaire : empêcher l'Iran d'exporter sa révolution.

L'introuvable mobile

Lorsqu'il était intervenu aux côtés du secrétaire à la Justice, le directeur du FBI avait comparé l'affaire à « un scénario hollywoodien ». Ce parallèle frappe tous les commentateurs. En effet, les films d'action ne sont pas toujours très cohérents, mais avec un bon suspens et des courtes poursuites, le spectateur n'a pas le temps d'y songer. Cette fois l'accusation contre l'Iran est trop grosse pour ne pas être passée au crible. Pour commencer, quel est le mobile ?

Interrogé par le Washington Post, le spécialiste de l'Iran à la Rand Corporation, Alireza Nader, exprime son scepticisme. Selon lui, le scénario de cette affaire ne correspond à rien. Surtout, « Pourquoi l'Iran voudrait assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington ? » [20]. C'est en effet totalement absurde, l'ambassadeur Adel A. al-Jubeir est un homme de confiance du roi Abdallah avec lequel l'Iran s'efforce d'entretenir les meilleures relations possibles. Un tel attentat ne manquerait pas d'affaiblir le monarque au profit du clan des Sudairis, ennemis acharnés de Téhéran. Bref, pour l'Iran, commanditer ce meurtre serait comme se tirer une balle dans le pied.

Même son de cloche chez un autre expert de la Rand, le professeur Rasool Nafisi de l'université Strayer, interrogé par le New York Times. Selon lui en aucun cas les Gardiens de la Révolution n'opéreraient sur le sol états-unien. Et d'ailleurs, fait-il remarquer, la dernière opération attribuée à l'Iran aux États-Unis remonte à la période trouble de la révolution, en 1980, avec l'assassinat d'un opposant.

Sur CNN, les professeurs Jamsheed K. et Carol E. B. Choksy expliquent cette contradiction. Se référant à une source anonyme états-unienne, les experts indiquent que les Gardiens de la Révolution auraient agi de leur propre chef pour saboter le rapprochement irano-US, voulu par le président Mahmoud Ahmadinejad et son nouveau ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi, et annoncé par eux en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Le complot aurait été commandité par les généraux Ali Jafari et Qassem Soleimani, commandants des Gardiens de la Révolution, et le général Rostam Ghasemi, ministre du Pétrole, tous trois fidèles parmi les fidèles de l'ayatollah Ali Khamenei [21].

Ce type de commentaire relève au choix de la propagande de guerre ou de l'escroquerie intellectuelle en ce qu'il paraît savant, mais n'est aucunement étayé. Peu importe, il plaît aux médias et convainc les téléspectateurs distraits. Suivent une série de talk shows au cours des quels des experts s'engouffrent dans la voie ouverte par Eric Holder et Joe Biden : l'incohérence du complot n'atteste pas que c'est un montage, mais qu'une guerre oppose les dirigeants iraniens entre eux. Immédiatement, les divergences de point de vue et les rivalités qui opposent les personnalités politiques iraniennes sont surinterprétées et présentées de manière américanocentrique comme si elles portaient sur la paix et la guerre entre Washington et Téhéran. Ces commentaires induisent l'idée que certains éléments iraniens incontrôlés souhaitent une confrontation armée et que, dans ces conditions, les États-Unis doivent intervenir sans attendre que ces éléments soient organisés.

Un scénario hollywoodien ? Certes, mais pour une série B

Malgré tous ces efforts, la mise en scène du « complot iranien » s'essouffle. Certes, le prince Saoud Al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, dénonce l'ingérence iranienne dans le monde. Le Premier ministre britannique David Cameron, les ministres des Affaires étrangères français, hollandais et kosovar expriment leur vive préoccupation. Puis plus rien. Juste le silence gêné de nombreuses chancelleries qui sont fatiguées des shows à l'américaine.

Pour CNN, l'ancien responsable du dossier iranien au Conseil de sécurité nationale, Gary Sick note : « L'Iran n'a jamais mené - ou apparemment même tenté - un assassinat ou un attentat aux États-Unis et il est difficile de croire qu'ils s'appuient sur un gang non-islamique pour réaliser cette mission parmi les plus sensibles possibles. Dans cette affaire, ils auraient compté sur un amateur et un cartel de la drogue mexicains qui sont connus pour être infiltrés à la fois par les agents du renseignement mexicain et US » [22] [23]. En effet, Los Zetas est composé par d'anciens militaires mexicains dont certains ont été notoirement formés par les États-Unis à l'École des Amériques.

Plus trivial, l'ancien agent de la CIA Robert Baer, habitué des médias, s'amuse pour Time Magazine de ce scénario grotesque. Comment l'administration Obama peut-elle espérer faire croire qu'une troupe d'élite comme la force Al-Quods ait pu sous-traiter une telle opération à un vendeur de voiture d'occasion et à une organisation criminelle mexicaine ? Cela ressemble plutôt à ces intoxications dans lesquelles les Mujahedeen e-Khalq [24] se sont faits une spécialité et que Washington enfourche avec enthousiasme [25].

Si chacun comprend que l'administration Obama invente ou récupère de fausses accusations pour durcir le ton vis-à-vis de Téhéran, on comprend aussi que sa politique est à l'endiguement, pas à la guerre. Paradoxalement, ce brusque accès de fièvre montre que les États-Unis ne sont pas en capacité de se confronter à l'Iran et préfèrent sommer leurs partenaires de renoncer à toute relation avec l'Iran.

Narquois, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad conclut sur Al-Jazeera : « Par le passé, l'administration états-unienne a affirmé qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. Ils [les États-uniens] l'ont dit avec beaucoup de force, ils ont présenté des documents et tout le monde a dit : 'Oui, nous vous croyons, nous souscrivons (…) Est-ce qu'on leur demande aujourd'hui si ces affirmations étaient vraies ? Ont-ils trouvé des armes de destruction massive en Irak ? Ils ont fabriqué une poignée de papiers. Est-ce difficile à faire ? La vérité [sur ce prétendu complot] finira par éclater et tout ira bien pour nous à ce moment là ».

Notes

[1] « Treasury Sanctions Five Individuals Tied to Iranian Plot to Assassinate the Saudi Arabian Ambassador to the United States », US Department of Treasury, 11 octobre 2011.

[2] Voir document téléchargeable au bas de cette page.

[3] « U.S. Accuses Iranians of Plotting to Kill Saudi Envoy », par Charlie Savage et Scott Shane, The New York Times, 11 octobre 2011.

[4] « How an alleged plot to assassinate Saudi ambassador was discovered along the Mexican border », Associated Press, 12 octobre 2011.

[5] « Iranian plot may have involved ambassador's favorite restaurant. Cafe Milano ? », par Roxanne Roberts et Amy Argetsinger, The Reliable Source, The Washington Post, 11 octobre 2011.

[6] « Iran behind alleged terrorist plot, U.S. says », par Jerry Markon et Karen DeYoung, The Washington Post, 11 octobre 2011.

[7] « Friend : Man accused in Saudi assassination plot likes to be called 'Jack' », par Ed Payne, CNN, 12 octobre 2011.

[8] « Friend : Suspect in ambassador plot 'no mastermind », Associated Press, 12 octobre 2011.

[9] « The President and the King agreed that this plot represents a flagrant violation of fundamental international norms, ethics, and law. They also praised the work of intelligence and law enforcement agencies that led to the disruption of this plot, and reiterated the joint commitment on the part of the United States and Saudi Arabia to pursue a strong and unified international response that holds those responsible accountable for their actions ».

[10] « Summary of Obama's Call with King Abdullah of Saudi Arabia », Maison-Blanche, 12 octobre 2011.

[11] « Sen. Dianne Feinstein on Iranian Plot : 'There May Be a Chain of These Things' », par Sunlen Miller, ABC News, 12 octobre 2011.

[12] « This plot, very fortunately disrupted by the excellent work of our law enforcement and intelligence professionals, was a flagrant violation of international and U.S. law, and a dangerous escalation of the Iranian Government's longstanding use of political violence and sponsorship of terrorism. This is not just, however, about Iran and the United States or even just about Saudi Arabia. Targeting an ambassador violates the Convention on the Protection and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, which, of course, includes diplomats. Iran is a signatory to this convention. Iran is also in agreement with the Security Council resolutions to implement it. This kind of reckless act undermines international norms and the international system. Iran must be held accountable for its actions. In addition to the steps announced by the attorney general yesterday, the United States has increased our sanctions on individuals within the Iranian Government who are associated with this plot and Iran's support for terrorism. We will work closely with our international partners to increase Iran's isolation and the pressure on its government, and we call upon other nations to join us in condemning this threat to international peace and security. »

[13] « American Global Leadership at the Center for American Progress », par Hillary Rodham Clinton, US Department of State, 12 octobre 2011.

[14] « It's a dangerous escalation of the Iranian government's longstanding use of violence. And we consider an effort to assassinate a diplomat in the United States to be a flagrant violation of international law. »

[15] « White House Press Briefing », par Jay Carney, 12 octobre 2011.

[16] « A top Senate Dem says Iran plot may be act of war », Associated Press, 12 octobre 2011.

[17] « Daily Press Briefing », par Victoria Nuland, Département d'État, 12 octobre 2011.

[18] « Together with a team of U.S. experts, I'm briefing individual members of the #UN Security Council today on the disrupted #Iran plot »

[19] « Addressing Potential Threats from Iran : Administration Perspectives on Implementing New Economic Sanctions One Year Later », Banking Senate Commitee, 13 octobre 2011.

[20] Washington Post, op cit.

[21] « Terror plot aids Iran hardliners, fuels enmity with U.S. », par Jamsheed K. Choksy et Carol E. B. Choksy, CNN. 12 octobre 2011.

[22] « Iran has never conducted — or apparently even attempted — an assassination or a bombing inside the U.S. And it is difficult to believe that they would rely on a non-Islamic criminal gang to carry out this most sensitive of all possible missions. In this instance, they allegedly relied on at least one amateur and a Mexican criminal drug gang that is known to be riddled with both Mexican and U.S. intelligence agents. »

[23] « Did Iran launch a plot against the U.S. ? », CNN, 12 octobre 2011.

[24] Voir notre dossier Mujahedin-e Khalq.

[25] « Washington Bombing Plot Is Out of Character for Iran's Professional Killers », par Robert Baer, Time Magazine, 12 octobre 2011.

Réseau Voltaire 18 octobre 2011

» EST-IL ÉTATS-UNIEN ?



Sortant d'une réunion à huis clos, la sénatrice Dianne Feinstein s'inquiète de la possible existence de « complots iraniens » dans plusieurs pays à la fois



Wendy Sherman et David S. Cohen auditionnés par le Sénat à propos des sanctions contre l'Iran



Gary Sick était chargé du Proche-Orient au Conseil de sécurité nationale sous la présidence Carter. Il est connu pour avoir mis à jour l'accord secret entre le candidat Reagan et l'Iran ("October Surprise")

VIe Rencontre Continentale de Solidarité ave Cuba

Par Jacques Elie Leblanc

Combative, telle a été l'atmosphère dans laquelle a débuté et s'est clôturée la sixième rencontre Continentale de Solidarité avec Cuba. C'est au Mexique, du 6 au 9 octobre 2011, que s'est tenue cette rencontre en présence de "32 organisations membres" et de quelques observateurs venus majoritairement d'Europe.

Cette rencontre constitue une démonstration de force et d'unité qui coïncide éloquemment avec le thème central: "Globalisons l'espérance, la dignité, et la solidarité" inscrit en lettres de feu dans la première page du programme.

La participation maximale des pays du sous- continent est la preuve palpable de la vitalité des forces politiques d'identité nationaliste et anti-impérialiste, démocratique et populaire, de gauche et socialiste d'Amérique Latine et des Caraïbes luttant pour des changements profonds dans notre sous-continent.

Notre condamnation du blocus immoral et inhumain imposé à Cuba et de l'emprisonnement injuste et injustifié des cinq héros cubains, sous prétexte d'activités terroristes, a été réitérée d'une façon énergique et nous nous sommes engagés à élargir et à unifier les actions politiques pour que disparaisse à jamais cette inhumanité.

Le projet néolibéral durant les 20 dernières années a perdu en force. L'élection au Brésil , au Venezuela , en Bolivie, au Nicaragua , au Guatemala de présidents, à tendance démocratique et populaire et même anti- impérialiste, montre la force de la mobilisation sociale et une volonté de changement au sein du peuple.

Les conséquences des politiques néolibérales sont aujourd'hui visibles. Nous assistons à l'ouverture indiscriminée de nos économies, à une confiance aveugle dans le marché contrôlé par des oligopoles et des transnationales, à l'organisation de nos économies de façon à garantir le paiement de la dette extérieure et à l'assujettissement à des politiques définies au sein du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

Sans précédent sont devenues ces rencontres. Les forces politiques de la région, malgré la diversité des diverses orientations idéologiques et politiques, ont trouvé le moyen de se frayer une voie unitaire basée sur notre propre développement historique et cimentée dans un continent métis ethniquement allant du noir le plus pur, au blanc le plus pur, à l'indien le plus pur, et cela sans oublier les incomptables couleurs intermédiaires. Nous sommes l'arc-en-ciel de l'humanité, nonobstant les frustrations des dernières années et les difficultés organisationnelles auxquelle nous avons dû faire face cette année, à cause de la politique ambivalente de l'actuel gouvernement au pouvoir vis-à-vis de Cuba, nous pouvons quand même nous enorgueillir d'avoir fait un pas en avant. Nous savons déjà que notre prochaine rencontre se tiendra au Venezuela, pays socialiste.



De gauche à droite, debout : Leronel Mortime, Margareth Bien-Aime, et Jacques Elie Leblanc et assis Merius Fausnel



De gauche à droite, conversant avec l'ex président hondurien Manuel Zelaya, le Sénateur Jean-Baptiste BIEN-AIME, Alfred PIERRE et le Sénateur Westner POLYCARPE

Pour conclure, représentant le journal Haïti Liberté à cette conférence nous attendons les conclusions des commissions. Dans l'intervalle, nous vous présentons le texte d'une intervention de la délégation haïtienne qui a participé à la sixième Rencontre Continentale de Solidarité avec Cuba.

Déclaration de la délégation haïtienne participant à la VIe Rencontre Continentale interaméricaine de Solidarité avec Cuba
Mexico, les 6-9 octobre 2011

Au nom du peuple haïtien qui a maintes fois éprouvé les valeurs de la solidarité notamment entre les peuples, nous sommes heureux de manifester notre présence ici au sein de cette rencontre continentale de solidarité avec Cuba. Nous voudrions profiter de l'occasion pour féliciter toutes celles et tous ceux qui, malgré les difficultés de toutes sortes, ont jugé bon d'être là. Cette seule présence n'est pas grand-chose en soi. Mais, elle peut bien être sur le plan symbolique un acte par lequel nous rallumerons la flamme éternelle de la libération des peuples sur cette terre d'histoire. Il en serait comme il fut le cas dans un petit coin du continent le 14 août 1791. Tard dans la nuit ce jour-là, des esclaves venant d'un peu partout dans la colonie de Saint-Domingue, se sont réunis à « Bois Caïman » pour la réalisation de leur rêve de liberté et d'égalité humaines. Cette fiction devenue réalité allait ébranler les formes et les rapports de domination autant dans ce continent que dans le monde.

Aujourd'hui, si par solidarité, nous entendons la reconnaissance des rapports d'interdépendance entre des acteurs se définissant par des liens horizontaux d'action et de supports mutuels face à des adversités et dans la réalisation autonome d'un projet de soi, elle est pour nous tout aussi un axe fondateur et un horizon identitaire. Fondateur parce qu'elle fut au cœur de notre rapport à l'existence ; et identitaire, parce qu'elle orientait à jamais le sens de notre rapport à autrui dans la région.

En effet, il semble donc que deux moments clés ont marqué tout particulièrement l'histoire des solidarités internationales : la période de 1804 et celle d'après la deuxième guerre mondiale.

Après 1804, le général Jean-Jacques Dessalines, premier Chef d'Etat d'Haïti issu des esclaves libérés et socialement reconnus suite à la révolution anti-esclavagiste, a reçu Francisco Miranda, le libérateur de l'Amérique latine. Il ne s'est pas contenté de donner une aide en argent, armes et munitions à ce dernier. Il lui a longuement parlé du risque révolutionnaire qu'il encourait alors. Son aide avait pour seule condition que Miranda s'engage également à la libération de tous les territoires sud-américains où régnait encore l'esclavage. Le Général Alexandre Pétion reçut Simon Bolivar et fit de même. Plus tard, le Président Faustin Soulouque intervint dans le même sens lors de la campagne de l'Est pour soutenir l'indépendance de la République Dominicaine. Ce premier moment de la solidarité internationale est constitutif d'un mouvement identitaire qui imprègne sans doute encore notre passé.

Le deuxième moment est celui d'après-guerre où les Etats-Unis apportaient son aide à la reconstruction des pays des peuples frères européens qui ont été ravagés. Sans y insister davantage, ce moment peut bien avoir une fonction instructive pour nous, acteurs des pays du Sud. On ne saurait le passer sous silence dans la compréhension des rapports inter-sociétaux.

Quelle serait la situation de Cuba aujourd'hui si après la révolution cubaine, ce pays n'avait bénéficié d'un mouvement de solidarité similaire, un mouvement qui aurait respecté son droit à l'auto-détermination ?

Imaginez ce que serait la situation de Cuba sans le blocus américain ! Depuis cinquante longues années, toutes les Administrations étasuniennes qui se sont succédé ont maintenu ce blocus économique et politique à la fois injuste et injustifié contre un peuple qui a fait son choix de vivre dans le socialisme et de *défendre ses droits à l'auto-détermination comme un idéal.* Devant ce constat, la délégation haïtienne unit sa voix avec celles des autres délégations présentes à Ciudad de Mexico pour dénoncer le *Blocus économique américain contre Cuba et exiger sa levée définitive*».

Du même coup, nous apportons notre solidarité à toutes celles et tous ceux qui dénoncent l'emprisonnement injuste de cinq prisonniers cubains aux Etats-Unis sous le fallacieux prétexte d'activités terroristes. Que la justice leur soit rendue et qu'ils retrouvent leur famille et leur digne patrie cubaine.

Les injustices de toutes sortes que les peuples, les citoyens et les ressortissants des pays du sud continuent de subir encore de nos jours de la part des impérialismes sont inacceptables et condamnables avec la plus grande rigueur. Des guerres meurtrières qui sont actuellement entreprises, motivées et fondées sur la seule volonté de conquête ou de pillage impérialiste des ressources du sud sont révoltantes. Cette dangereuse situation invite plus que jamais à la construction et au renforcement d'un mouvement de solidarité sud-sud. Que les organisations socio-politiques, les mouvements sociaux et les partis de gauche de ces différents horizons notamment se ressaisissent en vue d'un nouveau leadership politique pour faire face à la nouvelle conjoncture nationale et internationale.

Nous saluons dans cette perspective le grand rôle joué par le parti du travail (PT) du Mexique qui a rendu possible cette rencontre continentale. En cette occasion du ***bicentenaire de l'indépendance et du centenaire de la révolution mexicaine*** que vous célébrez, nous unissons notre voix à celle de tous les représentants ici présents des peuples frères pour souhaiter à toutes les mexicaines et tous les mexicains une heureuse célébration et une bonne et heureuse réappropriation du sens de leur histoire dans leurs luttes pour réinventer l'avenir.

Dans cette perspective, nous ne pouvons manquer de souligner comment de notre côté, au fil de notre évolution historique, les Haïtiens sont restés marqués par la dynamique des solidarités internationales. Plus près de nous, nous notons spécialement celle dont notre pays a bénéficié après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Les manifestations de solidarité provenaient de partout. Nous ne pouvons pas citer tous ceux qui nous ont soutenus. Nous profitons de l'occasion pour les remercier. Mais, pour rehausser l'évènement du jour, nous ne pouvons pas éviter de souligner les différentes formes de solidarité du peuple cubain avec Haïti à travers le temps.

Peu après le 28 juillet 1915 à l'occasion de l'occupation étatsunienne d'Haïti, Cuba a ouvert ses bras pour accueillir beaucoup d'Haïtiens. Ces vagues migratoires marquent encore les caractéristiques ethniques de ses populations dans certaines régions. La République de Cuba a fait le même geste en 1937 à l'occasion des vêpres dominicaines ordonnées par Trujillo qui a massacré plusieurs milliers de ressortissants haïtiens vivant sur le territoire voisin. Actuellement, Cuba nous envoie des médecins, des agronomes, des ingénieurs, etc. et accueille parallèlement de nombreux étudiants haïtiens.

S'il faut rappeler l'histoire, c'est pour mieux nous situer dans le présent. Quel est le sens de ce mouvement de solidarité qui nous anime ici pour Haïti ?

Préciser ce sens, c'est oser dire pourquoi nous sommes là où nous sommes actuellement, dans une situation de quasi-occupation internationale, dans le chaos et la misère abjecte. C'est aussi oser faire un bilan de l'état d'implication d'Haïti dans cette dynamique de solidarité toujours plus en construction.

L'un des éléments porteurs de réponses réside dans la mort de l'empereur Dessalines deux ans après la révolution haïtienne le 17 octobre 1806. Ce n'était pas seulement la mort d'un homme, il fut tout aussi celui d'un projet haïtien. Entre les deux groupes qui se composaient ensemble pour le

Suite à la page (14)

La classe moyenne et le problème de développement humain en Haïti

Par Lesly Eustache

Comme la plupart des communautés humaines, la société haïtienne comporte une couche défavorisée, une classe moyenne et une bourgeoisie. En règle générale, cette dernière sert de modèle au reste de la population. Les personnes de condition intermédiaire et le menu peuple copient, quand ils le peuvent, les comportements des bourgeois, le pire comme le meilleur. De ces deux groupes suiveurs, la classe moyenne est la mieux lotie pour pratiquer ce mimétisme car elle a quelques moyens, fussent-ils limités. Nombre de ses éléments sont fonctionnaires, employés du secteur privé ou encore travaillent pour une organisation non gouvernementale (ONG). S'il peut leur arriver d'affronter certaines difficultés financières, cela ne leur ferme pas l'accès aux agréments essentiels comme la nourriture, le logement, la santé et l'éducation. Certains ont même un surcroît de ressources pour fréquenter les bals, aller au cinéma, partir en vacances à l'étranger et s'adonner à bien d'autres loisirs encore. Beaucoup d'entre eux n'utilisent pas le transport public. Ils possèdent une voiture privée ou circulent dans un véhicule appartenant à l'Etat. Nombreux encore sont ceux qui ont des gens de maison: restavec*, bonne à tout faire, garçon d'extérieur, etc.

Dans la mesure où les gens de rang plus ou moins modeste rêvent de vivre comme les nantis, ils ont tendance à s'accommoder du système établi par la bourgeoisie sans en regarder les côtés négatifs. Or, quand on considère la stratification sociale du pays, où l'on voit une masse populaire maintenue en quarantaine, sans même pouvoir satisfaire ses besoins fondamentaux, c'est une situation révoltante!

Jetons un regard plus attentif sur les gens de la classe moyenne, en particulier sur les sentiments qu'ils ont développés à l'égard des défavorisés. Comme nous l'avons souligné au début, les premiers jouissent de moult privilèges, quand les seconds sont plutôt dans le dénuement. Avantagés par ces inégalités, les gens de la strate intermédiaire se croient supérieurs à ceux des couches démunies; ce sentiment ressemble à s'y méprendre au complexe de supériorité développé par la bourgeoisie à l'égard du reste de la société. Bon nombre d'entre eux sont tellement enfermés dans ce rejet de la masse qu'ils oublient s'ils y ont encore des proches. Il faut dire que depuis leur plus tendre enfance on leur a appris à l'école que "Le peuple c'est de la canaille" qu'ils doivent donc mépriser.

Un facteur majeur qui alimente cette idée de supériorité chez les gens de la classe moyenne est leur niveau d'éducation. En Haïti, l'école produit des individus égoïstes, acculturés et pleins de préjugés [1]. Dès que l'Haïtien a franchi quelques degrés du cycle secondaire, il se prend pour un grand intellectuel. Si jamais il atteint la classe de philosophie, il devient philosophe! A ce stade, trop peu pour lui, le roi n'est pas son cousin.

Quelle différence existe-t-il entre les gens de la classe moyenne et les défavorisés?

Prenons le cas d'un homme ayant deux enfants: l'un avec sa femme légitime, l'autre avec une maîtresse. Il prend soin de l'enfant issu du mariage et abandonne l'autre. Si ce dernier ne trouve pas de support dans la branche maternelle de sa famille, il ira grossir le groupe des défavorisés même si son père est riche et influent. Quant à l'enfant de la femme mariée, il se retrouve dans la classe moyenne. Ce cas typique montre une des façons dont la division en classes se fait dans la société haïtienne. C'est un aléa, une circonstance de la vie, qui détermine principalement si un individu va tomber dans une classe ou une autre. Il n'existe donc aucune différence fondamentale qui justifie que les personnes d'un groupe se sentent supérieures à celles d'un autre groupe.

Non seulement l'école exacerbe les frictions entre classes dans le pays, mais encore elle véhicule l'idée de supériorité de la race blanche par rapport à la noire. Cela remonte au milieu du 19ème siècle, à l'établissement même du système éducatif haïtien, dirigé alors par des enseignants français. Lorsqu'on se penche sur la France de ce temps-là, on voit un pays où des hommes comme Arthur de Gobineau, voire des institutions comme la Société Anthropologique de Paris, essayant de tordre le cou à la science pour lui faire dire que l'homme blanc était supérieur au noir. Ainsi, la culture française portait cette idée d'infériorité de la race noire. Après le Concordat de Damiens (28 mars1860) [2], où le gouvernement de Fabre Geffrard signa la loi sur l'organisation de l'Eglise catholique en Haïti, on confia en 1862 le système éducatif aux pères et autres missionnaires catholiques [3]. Ces derniers étant Français pour la plupart, c'est la culture française qu'ils transmirent aux élèves, avec pour conséquence le développement d'un problème de couleur dans la société: les personnes à peau foncée et cheveux crépus finirent par préférer l'apparence physique des Blancs à la leur. On retrouve cette tendance chez beaucoup de gens de la classe moyenne. Inconsciemment, ils ont développé un complexe d'infériorité vis-à-vis des Mulâtres et des Blancs. Il y a sur le marché pléthore de produits pour permettre aux personnes à la peau foncée (les femmes surtout) d'obtenir un teint clair; ou encore pour gominer des têtes grenues, rallonger des cheveux courts. On trouve dans la rue un nombre incalculable de recettes visant à donner aux femmes enceintes une progéniture à peau claire. Les hommes ne dépensent pas trop d'énergie à changer leur apparence physique car, sur le plan sexuel, l'homme noir est l'archétype de la virilité. Les femmes autant que les hommes, les Mulâtres tout comme les Noirs, croient en la "suprématie" de l'homme à peau foncée dans ce domaine: ils se l'imaginent capable d'un plus haut rendement, étant pourvu d'un organe génital plus développé [4]. Mais sur le plan esthétique, les hommes noirs encouragent leur femme à fréquenter les salons de beauté pour se faire une "belle tête" et, grâce à certains produits, gommer les caractéristiques africaines. Pour ces messieurs, la femme idéale a le teint clair et de longs cheveux soyeux [5]. On peut dire que la majorité des gens de la classe moyenne, hommes et femmes, ont un problème d'identité.

La plupart des Haïtiens formés dans ce système scolaire ont développé un autre complexe: ils trouvent la culture africaine/haïtienne détestable et se sentent obligés de la rejeter pour embrasser la culture française. Ainsi sont-ils tombés amoureux à la fois de la culture française et de la France, quand bien même celle-ci a fait tout son possible pour maintenir nos ancêtres en esclavage, voire nous faire payer une indemnité pour se dédommager après avoir perdu la guerre de l'indépendance. Deux événements, qui ont eu lieu en 2003-2004, montrent combien les gens de la classe moyenne, dans leur grande majorité, font plus allégeance à la France qu'à Haïti. Le gouvernement du président Aristide avait entrepris des démarches pour obtenir de la France la restitution de l'indemnité payée par Haïti. L'élite

Suite à la page (14)

La Vérité sur l'Épidémie du Choléra en Haïti: Interview du Dr. Renaud Piarroux

3ème Partie

Par Dady Chery

En Octobre 2010, une épidémie de choléra a éclaté en Haïti. L›épidémie continue, et plus de 6000 Haïtiens sont morts du choléra. Avant l'automne 2010, il n'y avait jamais eu de choléra sur l›île d›Hispaniola. Puis, un camion citerne d'un camp de l›ONU (MINUSTAH) fut découvert déversant ses eaux usées dans un fossé. Ce camp fut immédiatement soupçonné d›être la source du choléra.

Le Dr Renaud Piarroux est une autorité scientifique sur les épidémies de choléra, un expert en maladies infectieuses et parasitaires. Il est pédiatre et titulaire d'un doctorat en microbiologie. Il exerce actuellement comme professeur de parasitologie à l›Université Aix-Marseille, Marseille, France. Il a été le chercheur principal d›un article scientifique qui avait mis en évidence le rôle d'un camp des militaires népalais de la MINUSTAH, dans le déclenchement de l'épidémie de choléra d'Haïti en amont du fleuve Artibonite et de son affluent Meille.



Les premiers documents disponibles montrent que la plupart des malades hospitalisés pendant les premiers jours de l'épidémie au bas de l'Artibonite avaient bu l'eau de la rivière

DC: Mon expérience en grandissant en Haïti est que les pauvres recueillaient leur eau potable des tuyaux, des ressorts, ou des puits, même s'ils devaient voyager assez loin pour cela. Aujourd'hui, bien sûr, beaucoup d'eau potable en bouteille est distribuée par les ONG et d'autres organisations, mais ordinairement les gens ne boivent pas l'eau du fleuve, bien qu'ils se baignent régulièrement et lavent leurs vêtements dedans. Avant l'épidémie, beaucoup de gens se plaignaient de tomber malade à cause de certaines eaux en bouteille qui étaient distribuées. Quelle est la possibilité que le choléra ait pu avoir été transmis à la population par l'intermédiaire de l'eau du fleuve mis dans des sacs en plastique bleus appelés "dlo nan sache"?

RP: Les premiers documents disponibles montrent que la plupart des malades hospitalisés pendant les premiers jours de l'épidémie au bas de l'Artibonite avaient bu l'eau de la rivière (Centers for Disease Control and Prevention à jour:.. Épidémie de choléra-Haïti, 2010 MMWR Morb Mortal Wkly Rep 2010; 59:1473-9).

J'ai été dans les rizières près de Saint Marc et j'ai pu confirmer, en interrogeant les gens, qu'ils avaient l'habitude de boire l'eau du fleuve ou des canaux là où ils travaillaient dans les champs.

A Mirebalais, le problème était un peu différent: il y existe un réseau d'approvisionnement en eau, mais il était en réparation à cette époque, et les gens ont dû tirer leur eau du ruisseau en aval du camp népalais.

Les eaux en sachets (dlo nen saché) sont habituellement vendus dans les villes, mais beaucoup plus rarement dans les zones rurales. Comme il est impossible de savoir où les vendeurs se procurent l'eau, il est considéré comme très risqué de boire ce type d'eau.

Par conséquent, si certaines personnes recueillaient l'eau de la rivière pour la vendre dans des sacs, ceci pourrait avoir joué un rôle dans la propagation de l'épidémie. Cependant, durant les premiers jours de l'épidémie, le rôle principal fut joué par le ruisseau coulant près du camp népalais, puis par le fleuve Artibonite et les canaux qui irriguent la plaine côtière dans le delta de l'Artibonite.

DC: Certains prisonniers qui ont été plus ou moins isolés de la population infectée sont morts du choléra assez tôt. Quelle est la possibilité - ou la probabilité qu'ils ont été infectés par l'eau que leurs gardiens leur ont donné?

RP: D'après une enquête épidémiologique effectuée en octobre ils ont reçu de l'eau d'un ruisseau parce que le réseau d'alimentation en eau de la ville était hors d'usage à cette époque.

DC: Le 25 Octobre, le directeur du Département de la Santé d'Haïti, Gabriel Timothé, a annoncé publiquement qu'il ne faut pas faire confiance à l'eau dans des sacs de plastique "dlo nan sache". Y a-t-il eu des cas précoces de choléra qui ne peuvent pas être expliqués par une proximité du fleuve Artibonite, mais qui pourraient être expliqués par une distribution d'eau de rivière comme de l'eau purifiée?

RP: Je suis d'accord avec Gabriel Thimothé qu'il ne faut pas faire confiance à dlo nan sache. Cependant, à partir du 14 Octobre (date d'apparition des symptômes pour le première cas à Meille, près du camp népalais) jusqu'au 21 Octobre, seules les populations vivant à proximité du fleuve Artibonite et de ses affluents ont été touchées par l'épidémie. Ensuite le choléra a été propagé à diverses communautés en raison de la fuite des populations en dehors des zones déjà touchées. Il est donc très difficile de dire quel rôle a joué cette "eau en sachet». Mon opinion est qu'il n'a joué qu'un rôle mineur.

DC: Si l'eau non traitée du fleuve Artibonite a été distribuée, comment pensez-vous que cela aurait pu influencer l'épidémie?

RP: Dans les zones situées loin de la rivière, il est impossible de dire si la maladie a été apportée par l'eau contaminée ou par des personnes contaminées. Je suis allé à certains de ces endroits, et j'ai interviewé de nombreuses personnes sur les premiers cas de choléra dans leurs villes et villages. Il semble que la façon la plus commune avec laquelle le choléra s'est répandu était l'arrivée de personnes malades en provenance d'une région déjà touchée. Je n'ai aucun argument spécifique pour attribuer la propagation de l'épidémie à un réseau particulier de distribution d'eau embouteillée ou en sachet.

A suivre

La classe moyenne

Suite de la page (13)

intellectuelle et la classe moyenne choisirent de se coaliser avec la France pour faire échec à cette initiative. Autre exemple: Haïti s'apprêtait à fêter ses deux cents ans d'indépendance le 1er janvier 2004; le groupe en question choisit majoritairement de s'unir à la bourgeoisie et à la France pour saboter cette célébration. En septembre 2003, 56 de ses membres signèrent une pétition pour demander aux Haïtiens comme aux étrangers de ne pas participer aux célébrations prévues par le gouvernement à cette occasion [6]. On peut en tirer trois conclusions. D'abord, nos ancêtres avaient une façon de penser nettement plus sophistiquée que beaucoup de membres de l'élite intellectuelle d'aujourd'hui; les différences de classes et de couleurs ne les ont pas empêchés de s'unir pour se battre contre les colons français et prendre leur indépendance. Deuxièmement, la fidélité de ces Haïtiens vis-à-vis de la France est plus forte que leur patriotisme. Troisièmement, ces gens ne sont pas à même de comprendre que les Haïtiens forment une collectivité et que c'est leur devoir à tous de défendre les intérêts de cette collectivité même lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec celui qui la dirige.

Le système socio-économique mis en place par les dirigeants traditionnels depuis l'indépendance est un échec total à tout point de vue. Avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, voici comment était la situation selon Radio Canada: 1% de la population possédait 50% des richesses du pays, 54% des Haïtiens disposaient de moins d'un dollar américain par jour pour vivre, plus de la moitié de la population n'avait pas accès aux soins médicaux (13 lits d'hôpital pour 10,000 personnes) ni à l'eau potable, plus de 500,000 enfants de 6 à 12 ans ne pouvaient aller à l'école [7]. Après le tremblement de terre, la situation a empiré. D'après la CIA Worldfacts, Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest, la déforestation y est galopante, les infrastructures absentes, le gouvernement dépendait de l'aide internationale pour plus de la moitié de son budget de 2010 (ses recettes s'élevaient à 900 millions de dollars et ses dépenses à 2,6 milliards), le pays a importé des produits pour 2,7 milliards de dollars et en a exporté pour seulement 530,2 millions, 54% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté, 80% sont pauvres et 40,6% des actifs sont au chômage [8].

Ce tableau est tellement mélancolique qu'il sera difficile de lui trouver des admirateurs, même chez ceux qui l'ont peint. Néanmoins la minorité qui fait bonne chère dans ce système souhaite le conserver intact. A l'heure actuelle, si un conflit éclatait entre bourgeois et masses populaires, du genre les uns veulent maintenir l'ordre établi quand les autres réclament du changement, la classe moyenne prendrait fait et cause pour la bourgeoisie. Même si ses membres reconnaissent l'implacable misère qui ronge les défavorisés, ils ne se rangeront pas à leurs côtés pour les raisons suivantes: leur cramponnement à leurs privilèges dans le système en place, leur penchant pour la classe qui le pilote, leur attachement à la culture française et le mépris de la majorité d'entre eux pour ces gens-là.

Aujourd'hui, il est évident pour tout le monde que le pays continue à produire des individus à l'intellect sous-développé. Il engendre inlassablement une élite intellectuelle et une classe moyenne dépourvues de convictions, qui attendent que les étrangers leur apportent la solution aux problèmes du pays; un groupe fier de son héritage français et honteux de ses racines africaines, des gens qui n'ont aucun état d'âme à vivre dans la médiocrité dès lors que cela arrange leurs affaires.

La politique d'exclusion qui frappe les masses populaires en matière d'éducation a pour conséquence directe une carence du savoir dans la société. Comme nous l'avons dit au début, celui qui est parvenu en terminale se prend pour un puits de science. Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas grand monde à atteindre un tel niveau. Le système en place est fait de telle sorte que beaucoup de familles ne peuvent pas scolariser leurs enfants. Aussi, la connaissance est-elle devenue une chose mythique. La majorité des Haïtiens, même les cultivés, ont tendance à surestimer leurs connaissances loin au-delà de leur bagage réel. Comment expliquer une telle inclination? C'est que, face à ce petit groupe de "savants", le gros de la population stagne au niveau du cours élémentaire. Alors ceux qui ont de l'instruction n'ont pas à craindre des contradicteurs ayant du répondant. Comme dit le proverbe: « Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois ». Ils ne prennent guère en considération le fait que la connaissance soit une chose relative. Comparé à une personne d'un autre pays où la population est majoritairement alphabétisée, l'Haïtien est très limité en matière de culture générale.

Dans leurs conversations avec des pairs issus d'autres pays, les Haïtiens de la classe moyenne gagneraient à jauger l'aisance des interlocuteurs en présence. S'ils sont honnêtes, ils reconnaîtront combien ils ont du mal à rester dans la compétition. En matière de connaissances générales, l'Haïtien est à la traîne.

La façon dont les étrangers venus représenter leur pays en Haïti, et ceux des ONG également, veulent tout prendre en mains démontre à quel point ils croient les Haïtiens sont démunis de tout projet. Or dans le livre qu'il écrivit en 1885 pour se colleter à De Gobineau, auteur de l'Essai sur l'inégalité des races humaines, Anténor Firmin mettait l'Haïtien en avant pour illustrer combien les gens de la race noire sont intelligents [9]. Si ce brillant homme était vivant aujourd'hui, quelle honte concevrait-il à constater notre niveau actuel !

Dès lors que ses conditions de vie s'améliorent au-delà du passable, l'Haïtien de la classe moyenne se croit parvenu ! Il est bouffi de préjugés. L'ironie est de constater à quel point les étrangers ne font aucune distinction de classes lorsqu'ils considèrent les Haïtiens dans leur ensemble. Ils ont développé une kyrielle de clichés sur l'Haïtien, en particulier sur ses manières. Dans la communauté noire des Etats-Unis, les Haïtiens ont la réputation d'être étroits et mal fagotés. Il arrive souvent qu'une personne d'une autre nationalité, voyant un Haïtien bien habillé ou décelant quelque finesse dans son comportement, lui déclare : « Vous ne faites pas Haïtien. » On peut en conclure que l'exclusion sociale subie en Haïti par les gens de la masse, et qui les fait apparaître comme arriérés, a un impact sur leur attitude à l'étranger qui éclabousse tous les Haïtiens, y compris ceux qui se sentent supérieurs.

Lorsqu'on écoute les Haïtiens de la classe moyenne, on croirait qu'ils veulent vraiment voir la situation changer. Et pourtant, ils se mentent à eux-mêmes. Quand on analyse leur discours, on constate que le type de changement qu'ils souhaitent est de nature cosmétique. Ils rêvent d'un pays magnifique, propre, sans immondices qui leur gâchent la vue en permanence. Ils voudraient de l'électricité 24 heures sur 24, des routes entretenues, de belles plages, de beaux hôtels de villégiature pour recevoir les touristes et de la sécurité bien sûr. Le développement humain n'a aucune importance pour eux. Ils ne voient aucun problème à ce que le système d'exclusion des masses populaires demeure inchangé. Parmi eux, beaucoup souhaiteraient voir le pays redevenir comme il était sous Duvalier, exception faite des persécutions politiques. Mieux encore, la plupart d'entre eux verraient bien Haïti copier le modèle de la République dominicaine. Ils ne comprennent pas que pays paradisiaque pour touristes ne rime pas avec paradis pour ceux qui y vivent. Dans le dernier rapport des Nations Unis sur l'Indice de Développement Humain paru en 2010, si Haïti est le cancre, la République Dominicaine est avant-dernière pour toute la Caraïbe (88ème position) [10]. Autant dire que, si Haïti n'existait pas, la République Dominicaine serait en dernière position en matière de développement humain, alors que c'est l'un des pays de la Caraïbe où le tourisme est le plus développé.

Il serait bon que chaque individu de la classe moyenne comprenne que si la majorité des gens ne mangent pas à leur faim, ne peuvent accéder à l'éducation ni à la santé, leur développement à la fois physique et intellectuel est compromis. Cette entrave à leur épanouissement impactera toute la société et aura des effets négatifs pour le pays tout entier. Aussi, serait-il judicieux de réclamer des changements profonds dans le système social actuel pour accompagner les aménagements cosmétiques.

Finalement, voici l'un des paradoxes que je vois dans la société haïtienne : les gens de la classe moyenne sont imbus de leur personne et se croient au-dessus des défavorisés, alors que ces derniers constituent le socle sur lequel le pays peut le plus compter car ils n'ont pas de problème d'identité. La France n'a pas eu le temps de conquérir leur cerveau, puisque, pour la plupart, ils n'ont pas eu la chance de fréquenter l'école. Leur allégeance va totalement à Haïti. Ils veulent des changements sérieux dont tout Haïtien puisse être fier : l'école pour tous les enfants afin d'en finir avec le système des restavecs*, un logement décent pour cesser de vivre à même la boue, un travail dans des conditions dignes, une formation technique pour les ouvriers et les enfants en difficulté scolaire, etc. De cette façon, les Haïtiens ne seront plus obligés d'aller travailler en Dominicanie ou d'autres pays dans n'importe quelles conditions.

En tant que personne issue de la classe moyenne, je suis convaincu que, malgré nos failles, nous sommes les mieux préparés. Alors, il nous incombe de porter le flambeau et non d'entretenir les ténèbres. Nous devons nous battre pour que le développement humain devienne une priorité, seul moyen pour que les Haïtiens quittent enfin les places arrière de la camionnette internationale. Nous devons activer notre cerveau et nous rappeler que, depuis 1804, Haïti n'est plus une colonie française. Donc, mobilisons-nous pour affirmer notre identité haïtienne. Nous devons lutter pour mettre en valeur notre peuple, y compris la masse, notre langue et notre culture. En somme, je veux dire qu'il ne sert à rien de changer de gouvernement si c'est pour maintenir le statu quo ; c'est comme faire la corvée d'eau avec un panier percé.

* [NdT] Restavec (de "rester" et "avec"): enfant, souvent originaire de la campagne, placé par ses parents chez des citadins dans l'espoir qu'il recevra subsistance et éducation scolaire en contrepartie de sa participation aux travaux domestiques et qui se retrouve souvent dans une servitude confinant à l'esclavage.

Références

[1] http://www.alterpresse.org/spip.php?article1265
[2] http://www.haiti-reference.com/religion/catholique/documents/concordats/accord_1860.php
[3] http://countrystudies.us/haiti/34.htm
[4] http://classiques.uqac.ca/contemporains/labelle_micheline/ideologie_de_couleur_en_haiti/labelle_ideologie_couleur.pdf
[5] Ibid
[6] http://www.alterpresse.org/spip.php?article762
[7] http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2010/11/19/007-haiti-elections-defis2.shtml
[8] https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ha.html
[9] Anténor Firmin, The equality of the human races, Translated by Asselin Charles, University of Illinois Press, 2002, p. 295
[10] http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_Human_Development_Index

Texte original en Créole Haïtien
Lesly Eustache, sociologue et ergothérapeute

Suite de la page (12)

triomphe de la révolution antiesclavagiste, il y avait deux projets socioculturels et politiques en lutte : celui des anciens esclaves et celui des anciens propriétaires mulâtres, fils des anciens colons.

Par la nature de leur histoire et de leur revendication pour la liberté et l'égalité, les premiers supportaient la cause des minorités, des dominés. Ils furent porteurs d'un projet de rupture avec la colonisation et les formes de dominations connexes qu'elles soient raciales, économiques ou culturelles. Ils revendiquaient une identité afro-caribéenne et s'orientaient dans la lignée d'un front de solidarité latino-américaine. La mort de Dessalines a été aussi la défaite de ce projet.

Par contre, les mulâtres ne concevaient pas leur existence sans une reconnaissance européenne et française qu'ils ne cessaient de chercher à n'importe quel prix. C'est leur projet qui a triomphé après 1806 avec Alexandre Pétion et Jean-Pierre Boyer. Loin d'être un projet national, il fut celui d'une classe-ethnie qui consacra l'exclusion sociale des masses de nouveaux libres autour d'une identité paysanne et celle d'un pays essentiellement agricole. En mettant à l'écart l'identité pro-africaine, ils se désolidarisaient du même coup avec l'Amérique latine et se tournaient vers la France. Le premier acte institutionnel fut l'acceptation de l'ordonnance royale de Charles X par Jean-Pierre Boyer. Par cette ordonnance, la France se disait prête à reconnaître l'indépendance d'Haïti en échange de la reconnaissance d'une dette de 150 millions or envers l'ancienne Métropole française.

Le second est le choix d'une politique obscurantiste dont le gouvernement de Boyer constitue l'exemple le plus frappant. Boyer passa 25 ans au pouvoir sans jamais ouvrir une seule école. Cette domination d'un groupe sans projet national a donné lieu à d'immenses luttes internes affectant la stabilité du pays et une constance historique : la tendance de ce groupe à s'allier à l'internationale pour dominer les acteurs internes. En fondant la domination économique sur l'analphabétisme du peuple, ce projet qui a triomphé depuis deux siècles méprise la connaissance et en fait une arme de domination de classe.

Se cantonnant dans le commerce de bord de mer, son projet présente une affinité structurale avec celui des impérialismes. Cette classe dominante monopoliste s'allie aux capitalistes internationaux au lieu de les concurrencer en matière d'exploitation des ressources naturelles haïtiennes. Ces monopolistes locaux se constituent en simples courtiers de l'internationale ; en matière financière et de capitaux, ils s'allient aux multinationaux pour racheter les entreprises publiques et dévaliser l'Etat. Sur le plan institutionnel, se poursuit une dynamique de désinstitutionnalisation à outrance consacrée par le marché libre et les ONG en puissance.

Face à cette dynamique, l'Haïti d'aujourd'hui n'a d'autre choix que de se définir par rapport au mouvement de solidarité continentale et internationale des peuples sous toutes ses formes. Il s'agit pour nous de construire un mouvement de repositionnement identitaire en vue de nous impliquer dans les réseaux de solidarité notamment avec les peuples frères des Caraïbes, de l'Amérique Latine et du Sud. Nous n'excluons pas un repositionnement dans le même sens notamment avec les structures de solidarité dans les pays du Nord notamment où par la force des choses se constituent et se forment d'importantes communautés diasporiques haïtiennes.

En ce sens, nous réaffirmons la ferme détermination du peuple haïtien à être partie prenante d'un mouvement de solidarité plus que jamais nécessaire. Il y a, Mesdames, Messieurs, une nécessité historique de constituer des ***Réseaux de Solidarité Latino-Américaine et Caribéenne entre les Institutions, les partis et les organisations et mouvements sociaux***, dans la lignée de la solidarité Sud-Sud et de la poursuite de la lutte pour la libération de nos peuples face aux constantes agressions impérialistes.

Nous apprécions donc l'effort que vous avez consenti en vue de faciliter notre participation à cette rencontre. Nous souhaitons qu'elle soit pour nous un bon début. Nous vous remercions.

Viva Haiti, Viva Cuba, Viva Mexico y todos los pueblos fraternos !

Délégation haïtienne
Sénateur Jean-Baptiste BIEN-AIME
Sénateur Westner POLYCARPE
Alfred PIERRE
Corps Juvénile pour la Protection de l'Environnement (CJPE)
Guy Gérald MENARD
Girldy Lareche DORSINVIL
Margareth Bien-Aime, Leronel Mortime, et Merius Fausnel

Le « printemps cubain » se prépare aux Etats-Unis avec « Roots of Hope »

Par Mona Péralte

Il y a belle lurette depuis que les Etats-Unis essayent de mettre fin à la révolution cubaine. A travers de multiples attaques de la CIA, ils ont tout essayé, mais n'empêche que la révolution continue encore sa route socialiste pour le bien-être non seulement du peuple cubain, mais d'autres peuples du monde, grâce à l'esprit internationaliste du gouvernement révolutionnaire de Cuba.

A l'heure actuelle, utilisant à leur profit les manifestations des peuples contre des gouvernements qu'ils appuyaient – ainsi dans le monde Arabe – , manifestations groupées autour d'un mouvement mené par une jeunesse nombreuse, éduquée de la génération des 15-30 ans, les Etats-Unis veulent aujourd'hui miser sur la jeunesse cubaine pour préparer la contre-révolution. C'est par la filière d'une organisation cubano-américaine dénommée « *Les racines de l'espoir* » en Français, « *Roots of Hope* » en Anglais et « *Raíces de Esperanza* » en espagnol qu'ils rêvent d'organiser un « printemps cubain ».

Cette organisation a pris naissance en 2003 comme un groupe cubano-américain d'adolescents idéalistes. Sur leur site internet, on peut lire : « *Nous sommes un réseau de plus de 3000* **étudiants et jeunes professionnels à travers** *les Etats-Unis et à l'étranger, axé sur l'autonomisation des jeunes Cubains. Nous cherchons à inspirer les jeunes à* **se soucier** *de Cuba, sortir des sentiers battus et soutenir activement nos homologues jeunes, sur l'île par des moyens novateurs. Aujourd'hui, nous englobons un groupe dynamique et diversifié*



Le directeur du bureau de Transition américain à Cuba, Caleb Mc Carrey

de jeunes leaders à travers *les Etats-Unis avec des étudiants de plus de 55 universités et jeunes professionnels* à Boston, *New York, Washington, DC, Los Angeles, Chicago et Miami. Nous espérons avoir un impact positif sur Cuba.... »*

Un des principaux projets de *Roots of Hope* est l'envoi de téléphones cellulaires à la jeunesse cubaine pour les aider à se connecter les uns avec les autres. Elle a également créé un fonds pour promouvoir des voyages à Cuba par de jeunes Cubains-Américains.

Selon les dirigeants, cette organisation est apolitique, avec des membres ayant des opinions très différentes sur la politique américaine envers Cuba. Depuis sa fondation en 2003, *Roots of Hope* a parrainé des forums académiques aux Universités Harvard, Georgetown, Princeton, Duke et l'Université de Pennsylvanie, s'appuyant sur un réseau de plus de 2000 étudiants, jeunes professionnels et des diplômés, représentant plus de 87 écoles et 28 organisations affiliées.

Ils définissent leur mission ainsi: « habiliter les jeunes cubains à devenir les auteurs de leur propre avenir ».



L'organisation «100 cameras» n'a aucune différence avec Roots of Hope, c'est ce qui explique le fait qu'elles travaillent de concert



L'autre membre fondateur de Roots of Hope Tony Jiménez

Leur vision : « *Un jour viendra où la jeunesse cubaine possédera les compétences nécessaires et des possibilités pour rendre un avenir prospère pour eux-mêmes et leurs familles* à Cuba.

Un jour où la jeunesse sur l'île pourra participer librement à des échanges ouverts sur leurs idées, espoirs, rêves et réalités. Un jour où la jeunesse cubaine serait capable de dire librement, penser, sentir, ou faire ce qu'elle voudra, sans répression et pas ce qu'on lui dicte ni ce qu'on la pousse à dire. Lorsque enfin, la jeunesse cubaine serait en mesure de se réunir dans et hors de l'île ».

Est-ce cela qu'on appelle une organisation apolitique ? Y a t-il un message politique aussi fort, clair et concret que cela ?

L'un des fondateurs de *Raíces de Esperanza* ou *Roots of Hope*, est Felice Gorordo. Qui est il ? C'est **un employé de la Maison Blanche dans le cadre du** programme *White House Fellows*. Un programme **fondé** en 1964 **à la Maison Blanche et l'un des plus prestigieux en Amérique en matière de leadership et de service public, offert exceptionnellement** aux **jeunes hommes et femmes pour l'expérience de travail au plus haut niveau du gouvernement fédéral.** Le but de cette bourse est de fournir aux jeunes Américains doués et très motivés ayant une certaine expérience de première main dans le processus de gouverner la nation, un sens de l'implication personnelle dans la direction de la société.

Gorordo travaille **au bureau de la participation publique et des Affaires intergouvernementales à la Maison Blanche.** Il travaille également avec le directeur du bureau de Transition américain à Cuba, Caleb Mc Carrey. Ce dernier est en charge de promouvoir les intérêts des Etats-Unis à Cuba et de promouvoir la destruction de la révolution cubaine.

Un autre membre fondateur de *Roots of Hope* est Tony Jiménez. Selon lui, le groupe est non partisan, excepté que l'organisation travaille dur pour rester au-dessus de la mêlée politique au sujet de Cuba.

Pourtant, *Roots of Hope* est une organisation de droite réactionnaire, soutenue par la *Cuban Democratic Directorate*, et par la *Cuban American Legislators*, deux organisations anti-Castro, basées à Florida.

Voilà donc une organisation qui se présente comme ne cautionnant et ne soutenant aucun groupe politique, aucun candidat et ne faisant pas de politique. Est-ce grâce à ce grave mensonge, que beaucoup de jeunes aux Etats-Unis se sont innocemment joints à elle, ignorant la réalité objective ? Cette organisation qui se réclame de travailler pour l'unité des jeunes cubains, créant un lien entre les jeunes à Cuba et ceux des Etats-Unis, est pour autant une force montante que les ennemis du peuple cubain et de sa révolution concoctent pour déstabiliser Cuba. Leur vrai rôle est de contribuer à promouvoir la lutte impérialiste des Etats-Unis contre Cuba. Que signifie, sur leur site d'internet : Restez connectés, Utilisez les nouveaux médias afin de promouvoir un changement social positif aux États-Unis et à Cuba ? Bien sur, c'est dans ce but que « Roots of Hope » n'a pas choisi d'autres moyens a aider les jeunes cubains comme l'ont fait les pasteurs pour la paix mais à leur envoyer des cellulaires téléphoniques pour les corrompre avec des messages SMS contre la révolution.

Comment se fait-il que cette organisation qui se déclare apolitique, soit liée et travaille en solidarité avec les Dames en blanc et soutienne la blogueuse Yoani Sánchez. Alors, qui trompe qui ?

En réalité, le travail de *Roots of Hope* n'a rien de différent de ce qu'ont accompli le terroriste international Orlando Bosch Avila et son organisation dont le criminel terroriste Luis Posada Carriles est un membre influent. Signalons que dans un message de solidarité à ces Dames en blanc, employées de la CIA, on pouvait lire: « Avec cet élan, ensemble nous allons franchir les prochaines étapes pou*r faire un impact sur l›île afin d'arriver à*



Felice Gorordo de « Roots of Hope » un employé de la Maison Blanche dans le cadre du programme White House Fellows

l›autonomisation de ceux qui ont faim de changement à Cuba! »

Par ailleurs, qui finance cette organisation ? Outre le gouvernement des Etats-Unis, *Roots of Hope* est patronné par le rhum Bacardi, Liberty Power, Hispanic Magazine et Navarro Discount Pharmacy et tant d'autres compagnies contre-révolutionnaires.

Tout récemment, soit le 21 septembre dernier, une activité de levée de fonds, avait été organisée au local de Chelsea Art Museum à Manhattan par *Roots of Hope* et l'organisation «*100 cameras*». Au cours de cette soirée, un des présentateurs a clairement spécifié qu'à Cuba, des gens portent déjà le T-shirt de *Roots of Hope* et ils sont clairs quant à l'objectif de cette organisation.

Roots of Hope vient de participer à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) qui a lieu le vendredi 23 Septembre à Orlando, en Floride. Au cours de cette conférence, elle faisait partie d'un panel intitulé « Paralysé par le communisme: Liberté d'expression à Cuba».

L'organisation «*100 cameras*» elle-même n'a aucune différence avec Roots of Hope, c'est ce qui explique le fait qu'elles travaillent de concert, si elles ne sont pas complémentaires. On n'a pas besoin de spéculer, il nous suffit de visiter le site de «100 Cameras» pour comprendre leur mission et leur objectif. Voici une note signée par Angela Francine Bullock, directrice des Relations Publiques.

« Pourquoi Cuba? C'est une question valable, vraiment. Les complications et les controverses sont exprimées haut et fort et partout. L'île reste le pays qui possède le gouvernement socialiste le plus durable du monde. Et maintenant, les Cubains font face à des possibilités limitées, limités par leur propre gouvernement. Et ces limites tendent à créer un climat de peur qui décourage la créativité, l'innovation et l'entreprenariat. Pas même *important de mentionner les résultats de l›instabilité financière de la plupart des familles à cause de ce système.*

Cette situation est à moins de 90 miles d›une frontière américaine. Et elle a attiré notre attention.

Comme nous l›avons étudiée,

Suite à la page (18)

Peut-on réconcilier la nation sous le règne de l'impunité ?

Par Thomas Péralte

Dans la perspective de réconciliation de tous les fils de la nation haïtienne, le président Michel Martelly a entrepris des rencontres avec les anciens chefs d'Etat de facto ou de jure, au cours d'une semaine baptisée. « Semaine de réconciliation ou semaine d'entente nationale. » Durant cette semaine, le président Martelly a rencontré cinq anciens présidents : Prosper Avril, Jean Bertrand Aristide, Jean Claude Duvalier, Boniface Alexandre et Henry Namphy, dans leurs résidences respectives dans la banlieue de la capitale et en République Dominicaine.

Selon le bureau de Communication de la présidence dirigé par le journaliste, Joseph Lucien Jura, la démarche du président Martelly vise à encourager le dialogue et l'union entre tous les acteurs et anciens leaders du pays. Cette semaine de réconciliation a également pour but de trouver une entente nationale, un espace pour discuter de quelques grands dossiers de l'Etat, entre autres : l'Education, l'Armée, la Minustah, la CIRH.

La première rencontre a eu lieu à la résidence de l'ex-général putschiste Prosper Avril, le mardi 11 Octobre 2011, au Juvénat, Pétion-ville. Les médias étaient invités à couvrir cette rencontre et à la fin chacun faisait le point sur ce tête-à-tête. « Je souhaite que les leaders anciens et actuel puissent s'unir en vue de travailler au progrès d'Haïti. Je salue votre passage à la tête de l'Etat (1988-1990) et les longues années passées au service de l'armée », a déclaré Martelly. De son côté, Prosper Avril a enchaîné en ces termes : « Il est nécessaire de réconcilier la nation avec elle-même. » Tout en souhaitant à Martelly la réussite de son mandat et la concrétisation de son rêve de réconcilier la nation avec elle-même à la fin de son quinquennat.

Le lendemain, le président Martelly s'était rendu à la résidence de l'ex-président d'Haïti, Jean Bertrand Aristide, à Tabarre où il a passé plus de deux heures à dialoguer avec lui. La Télévision Nationale d'Haïti (TNH) et quelques autres médias ont été autorisés à couvrir cet entretien. A l'issue de ces longs pourparlers, Aristide a déclaré : « Cette visite renforce toutes les étapes qui ont été faites afin que nous puissions mettre nos têtes ensemble. Nous sommes tous des Haïtiens, à l'étranger comme en Haïti, nous devons nous entendre, les ancêtres s'étaient entendus, ils ont fait l'union et l'union fait la force. Ils nous ont donné un pays, une nation, aujourd'hui dans la même ligne que l'union fait la force, nous devons nous entendre. Aujourd'hui, nous devons nous entendre, parler, dialoguer pour faire d'Haïti un beau pays. C'est dans cet esprit que je vous dis merci président Martelly pour cette visite. »

Quant au président Martelly qui disait souhaiter organiser une conférence des anciens chefs d'Etat d'Haïti, il a fait remarquer que : « L'heure est venue pour tous les Haïtiens de se mettre ensemble afin de construire un projet, une vision commune pour enfin remettre le pays sur ses pieds. Il m'a reçu comme un de ses proches, nous sommes tous des Haïtiens sur cette terre, c'est le signal que nous devons envoyer. »

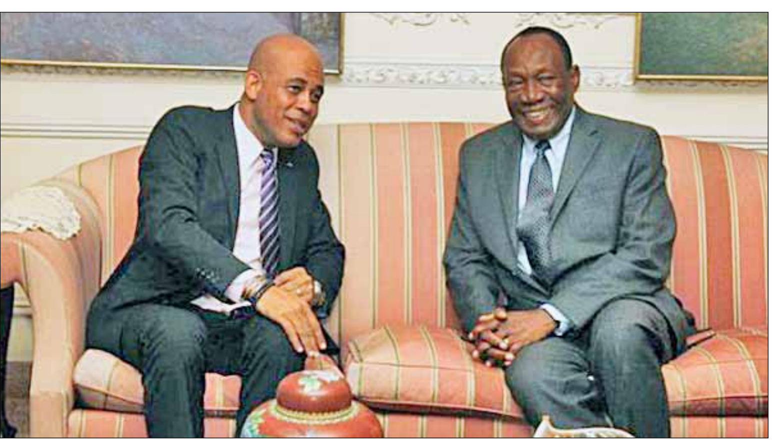
Le Président Martelly était accompagné des Président des deux Chambres Jean Rodolphe Joazile (Sénat) et Sorel Jacinthe (Chambre basse). L'ancien Président Artiside avait à ses côtés, son épouse Mildred, l›homme d›Affaire Jean-Marie Vorbe, le Dr Maryse Narcisse et Gladys Péan.

Le même jour, il a rencontré l'ex-dictateur, Jean-Claude Duvalier ce mercredi après-midi à Thomassin, dans sa résidence. Et le vendredi 14 Octobre, le président Martelly avant de quitter Haïti pour la République Dominicaine a rendu visite à l'ancien président de facto, Boniface Alexandre, dans le même objectif de réconcilier tous les fils de la Nation haïtienne.

Durant sa participation au 12e Forum de Biarritz qui se tenait jeudi et vendredi à Santo-Domingo, le président Martelly en a profité pour s'entretenir avec l'ancien président de facto, l'ex-général putschiste, Henry Namphy. Il a encouragé l'ex-président du Conseil National de Gouvernement à rentrer dans son pays pour participer à son projet de réunir tous les anciens dirigeants haïtiens autour d'une même table, dans le cadre de la mise en place d'un conseil des sages. L'ex-général putschistes, Henry Namphy lui a promis de penser à cette proposition. Henry Namphy a été renversé du pouvoir par un Coup d'Etat fomenté par l'ex-général Prosper Avril en 1989.

Le président du Sénat haïtien, Rodolph Joazile qui accompagnait le président a donné son opinion sur les

Suite à la page (19)



Michel Martelly et Prosper Avril



Michel Martelly et Jean Claude Duvalier



Michel Martelly et Boniface Alexandre



Martelly et Aristide

Haïti : Installation d'un nouveau gouvernement

Par Isabelle L. Papillon

Finalement, cinq mois après l'investiture du président Michel Joseph Martelly à la première magistrature du pays, un nouveau gouvernement pro-impérialiste composé d'un Premier ministre et de dix-huit ministres a été installé à la Primature, ce mardi 18 Octobre 2011. La cérémonie d'investiture s'est déroulée au palais national avant l'installation de chacun des ministres, dont les noms suivent :

Ministre des Affaires Sociales et du Travail - François Richel Lafaille (choix du G16)
Ministre de l'Agriculture des ressources naturelles et du Développement Rural - Agr. Hébert Docteur (PAIN/Martelly)
Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes - Laurent Lamothe (équipe de Martelly)
Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement - Ralph Ricardo Théano - (équipe de Martelly)
Ministre du Commerce et de l'Industrie - Pr. Wilson Laleau (équipe de Martelly)
Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes - Yanick Mézil (équipe de Martelly)
Ministre de la Culture et de la Communication - Choiseul Henriquez (choix d'INITE)
Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Réginald Paul (équipe de Martelly)
Ministre de l'Environnement - Joseph Ronald Toussaint (choix d'INITE)
Ministre de l'Économie et des Finances - André Lemercier Georges (choix de Garry Conille)
Ministre à la Présidence chargé des Haïtiens vivant à l'étranger - Daniel Supplice (équipe de Martelly)
Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales et de la Défense Nationale - Thierry Mayard-Paul (Chef du Cabinet du Président de la République) (équipe de Martelly)
Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique - René Jean Roosevelt (Choix de AAA)
Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique - Me. Josué Pierre-Louis (équipe de Martelly)
Ministre de la Santé Publique et de la Population - Florence Duperval Guillaume (proche de la Première Dame)
Ministre du Tourisme - Stéphanie Balmir Villedrouin (équipe de Martelly)
Ministre des Travaux Public, Transports, Énergie et Communications - Ing. Jacques Rousseau (équipe de Martelly)
Ministre de la Planification et de la Coopération Externe (Garry Conille)

Le jeudi 13 et le vendredi 14 Octobre 2011, les deux Chambres du Parlement haïtien ont approuvé la déclaration de politique générale du Premier ministre Garry Conille, bourrée de promesses à la manière de ses prédécesseurs, durant la lecture d'un document de 86 pages, dans lequel, il a promis de construire des infrastructures routières, des écoles, des universités, des hôpitaux entre autres. Il a aussi promis d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie de la population, avec la création de 2.5 millions d'emplois directs et indirects, donner un nouvel élan à la reconstruction d'Haïti, un pays qui se trouve toujours sous les décombres 20 mois après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010. Dans cette déclaration 30 mille logements ont été évoquées à la façon du président actuel qui n'est jamais arrivé à concrétiser ses promesses de 30 mille logements. Les terres lui faisaient défaut, alors qu'il est au pouvoir, il devrait pouvoir trouver des terres pour construire les maisons promises.

En dépit de toutes les campagnes faites autour de la ratification de Garry Conille, seulement 16 sénateurs ont voté en faveur de son énoncé de politique générale, 4 ont voté contre et 5 ont fait abstention, et au niveau de la Chambre des députés, 81 ont voté pour, zéro contre 7 abstentions et les débats ont duré environ 14 heures.

Toutefois, avant la présentation de la déclaration de politique générale de Garry Conille, l'assemblée des députés a approuvé la formation d'une commission spéciale multipartite chargée d'enquêter sur le nouveau scandale qui s'est produit un jour auparavant au palais national, lors d'une réunion politique entre les députés et l'équipe de Martelly. En présence du Premier ministre, Garry Conille, des membres de son gouvernement et d'une cinquantaine de députés, membres du bloc majoritaire, dénommé également, groupe 58, le président de la République, Michel Martelly avait proféré des invectives, des obscénités, des insultes à l'endroit

Suite à la page (18)

Commémoration de l'assassinat de Dutty Boukman



Samedi 29 Octobre 2011
Grande activité culturelle avec le groupe Black Mistic pour commémorer le 220ème anniversaire de l'assassinat de notre héros national Dutty Boukman assassiné le premier novembre 1791

En première partie : Une petite réflexion sur la guerilla de Boukman
Deuxième partie le groupe Black Mistic

Samedi 29 Octobre 2011
1583 Albany Ave Brooklyn, NY
7h PM

Donation $ 20.00

Informations
718-421-0162

15 octobre 2011 : grande victoire pour les Indignés



Indignés du monde unissez-vous !

Par Eric Toussaint

Depuis février 2003, c'est la première fois qu'un appel à une action internationale à une date déterminée rencontre un tel écho. En Espagne, d'où l'action est partie près de 500 000 manifestants ont défilé dans les rues d'environ 80 villes différentes dont 200 000 ou plus à Madrid [1]. Des actions se sont déroulées dans 5 continents. Plus de 80 pays et près d'un millier de villes différentes ont vu défiler des centaines de milliers de jeunes et d'adultes qui protestent contre la gestion de la crise économique internationale par des gouvernements qui courent aux secours des institutions privées responsables de la débâcle et qui en profitent pour renforcer les politiques néolibérales : licenciements massifs dans les services publics, coupes claires dans les dépenses sociales, privatisations massives, atteintes aux mécanismes de solidarité collective (systèmes publics de pension, droits aux allocations de chômage, convention collectives entre salariés et patronat,...). Partout le remboursement de la dette publique est le prétexte utilisé pour renforcer l'austérité. Partout les manifestants dénoncent les banques.

En février 2003, il s'était agi de la plus grande mobilisation internationale pour tenter d'empêcher une guerre : l'invasion de l'Irak. Plus de 10 millions de personnes s'étaient rassemblées dans d'innombrables manifestations autour de la planète. Depuis lors, la dynamique du mouvement altermondialiste né au cours des années 1990 s'était progressivement estompée sans s'épuiser tout à fait.

Ce 15 octobre 2011, un peu moins d'un million de personnes ont manifesté mais il s'agit néanmoins d'une énorme victoire car c'est la première grande manifestation réalisée en 24 heures autour de la planète contre les responsables de la crise capitaliste qui fait des dizaines de millions de victimes.

La crise financière et économique qui a démarré aux Etats-Unis en 2007, s'est étendue principalement en Europe à partir de 2008. La crise de la dette qui était le lot des pays en développement s'est déplacée vers les pays du Nord. Elle est interconnectée à la crise alimentaire qui frappe d'importantes régions des pays en développement depuis 2007-2008. Sans oublier la crise climatique qui affecte principalement les populations du Sud de la planète. Cette crise systémique s'exprime également au niveau institutionnel : les dirigeants des pays membres du G8 savent qu'ils n'ont pas les moyens de gérer la crise internationale, ils ont dès lors réuni le G20. Celui-ci démontre depuis 3 ans qu'il est incapable de trouver des solutions valables. La crise recèle une dimension de civilisation. Sont remis en cause pêle-mêle le consumérisme, la marchandisation généralisée, la non prise en compte des impacts environnementaux des activités économiques, le productivisme, la recherche de la satisfaction des intérêts privés au détriment des intérêts, des biens et des services communs, l'utilisation systématique de la violence par les grandes puissances, la négation des droits élémentaires des peuples comme celui de Palestine... Souvent c'est le capitalisme qui est au centre de la remise en question.

Aucune organisation centralisée n'a convoqué cette mobilisation. Le mouvement des Indignés est né en Espagne en mai 2011 dans la foulée des rébellions tunisienne et égyptienne des mois précédents. Il s'est étendu à la Grèce en juin 2011 et dans d'autres pays européens. Il a franchi l'Atlantique Nord depuis septembre 2011. Evidemment une série d'organisations politiques radicales et de mouvements sociaux organisés soutiennent le mouvement, mais ils ne le conduisent pas. Leur influence est limitée. Il s'agit d'un mouvement largement spontané, jeune en majorité, avec un énorme potentiel de développement qui inquiète fortement les gouvernants, les dirigeants des grandes entreprises et toutes les polices de la planète. Il peut s'éteindre comme un feu de paille ou mettre le feu aux poudres. Personne ne le sait.

Le 15 octobre 2011, l'appel à la mobilisation a surtout réuni des manifestants dans les villes des pays du Nord et n'a pas épargné les centres financiers de la planète, ce qui est très prometteur. Le mouvement des Indignés a déclenché une dynamique très créative et émancipatrice. Si vous n'en faites pas encore partie, cherchez à le rejoindre où à le lancer, s'il n'existe pas encore là où vous vous vivez. Interconnectons-nous pour une authentique émancipation.

Note

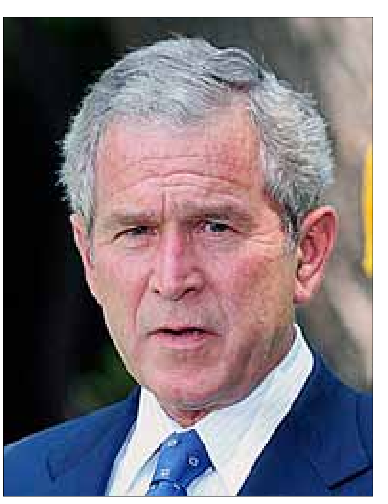
[1] J'écris ces lignes depuis Madrid où j'ai participé à cette imposante manifestation de 200 000 personnes.

CADTM 16 Octobre 2011

Amnesty International appelle le Canada à arrêter George Bush

Assailli par des organisations internationales dénonçant les pratiques qu'il a instaurées lors de sa "guerre contre le terrorisme", George W. Bush pourrait devoir envisager de ne plus quitter le sol américain. L'organisation Amnesty International a demandé mercredi 12 octobre aux autorités canadiennes d'arrêter et de poursuivre en justice l'ancien président américain, lors de sa visite prévue le 20 octobre, l'accusant de "crimes" et notamment de "torture". Une demande contenue dans un memorandum de mille pages remis par l'organisation humanitaire internationale aux autorités canadiennes le 21 septembre, mais qui n'a été rendu public que mercredi. M. Bush doit faire un exposé lors d'une conférence économique régionale à Surrey, en Colombie-Britannique dans l'ouest du Canada.

Les accusations d'Amnesty, qui est soutenue par une ONG canadienne, le Groupe international de surveillance des libertés civiles, concernent notamment le programme secret de la CIA appliqué entre 2002 et 2009 qui infligeait aux détenus, selon l'organisation, "la torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi que des disparitions forcées". Elles reposent sur des documents publics, des documents américains obtenus, grâce à la loi sur la liberté d'information, les mémoires de M. Bush et un rapport de la Croix-Rouge critiquant la "guerre contre le terrorisme" lancée par l'ancien président américain. Pendant sa présidence, relève encore Amnesty, M. Bush avait autorisé des "techniques renforcées d'interrogation", dont la simulation de noyade.


L'ex-président des Etats-Unis, George W. Bush, pourrait devoir envisager de ne plus quitter le sol américain

Une visite en Suisse annulée en février

« Le Canada est tenu par ses obligations internationales d'arrêter et de poursuivre en justice l'ancien président Bush, compte tenu de sa responsabilité dans des crimes contre le droit international, dont la torture », a déclaré Susan Lee, directrice d'Amnesty pour les Amériques. « Comme les autorités des Etats-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, déféré en justice l'ancien président Bush, la communauté internationale doit intervenir. Si le Canada s'abstient d'agir pendant sa visite, cela constituera une violation de la convention des Nations unies contre la torture et sera une manifestation de mépris vis-à-vis des droits humains fondamentaux », a-t-elle poursuivi, selon un communiqué. Aucune réaction des autorités canadiennes, n'avait pu être obtenue dans l'immédiat.

En février, M. Bush avait annulé une visite en Suisse, après que des appels similaires à son arrestation y avaient été lancés. Le secrétaire général de la branche canadienne d'Amnesty, Alex Neve, a déclaré mercredi que l'organisation poursuivrait son action auprès des gouvernements d'autres pays que l'ancien président envisagerait de visiter. « Les tortionnaires doivent être poursuivis en justice et leurs crimes sont si flagrants que la responsabilité des poursuites incombe à toutes les nations », a-t-il dit. « On doit arrêter la torture. Poursuivre en justice les personnes coupables de torture est essentiel pour attendre cet objectif. C'est la loi... Et personne, y compris l'homme ayant été pendant huit ans président de la plus puissante nation du monde ne saurait être au-dessus de cette loi. »

LEMONDE.FR avec AFP
12 octobre 2011

Libération de René Gonzalez : déclaration du Parlement cubain

Une déclaration du Parlement dénonce la nouvelle injustice commise contre René Gonzalez et lance un appel à la solidarité avec les Cinq

Le 7 octobre dernier, l'antiterroriste cubain René Gonzalez Sehwerert a été libéré de la prison Marianna, dans le nord de la Floride, après avoir passé 13 longues années d'une injuste incarcération.

Depuis son emprisonnement en septembre 1998, René Gonzalez Sehwerert et ses compagnons Gerardo Hernandez Nordelo, Ramon Labañino Salazar, Antonio Guerrero Rodriguez et Fernando Gonzalez Llort ont été soumis à des conditions d'enfermement cruelles et dégradantes, y compris à l'interdiction de visites familiales. Toute la haine déversée contre eux n'a pas pu briser leurs convictions, et c'est avec courage et une fermeté admirables qu'ils ont observé un comportement exemplaire en tant que détenus.

Cette attitude digne et loyale de nos cinq compatriotes, qui en aucun cas et sous aucune circonstance, n'ont renoncé à leurs principes, ajoutée au revanchisme politique qui a marqué les procès à l'issue desquels les Cinq ont été condamnés, poussèrent la juge Joan Lenard à imposer un nouveau châtiment injustifié à René en rejetant, le 16 septembre, une motion qui demandait qu'il lui soit permis, à sa sortie de prison, de retourner à Cuba auprès de sa famille et de son peuple.

La décision de la juge assortie de l'interdiction, pour René, après sa sortie de prison, de « s'associer ou de se rendre dans des lieux de fréquentation d'individus ou de groupes terroristes », consignée dans la condamnation qui lui a été infligée à la demande expresse du gouvernement, prouve irréfutablement que les terroristes anticubains continuent de jouir de la totale impunité et du soutien des autorités nord-américaines.

Pendant plus de 50 ans, les administrations US successives ont pris sous leur aile le terrorisme contre Cuba et ont donné protection et sécurité à des individus et des organisations terroristes sur leur propre territoire. Dans ce pays, les responsables de tant de morts et de souffrances vivent dans la normalité la plus absolue, ont un accès privilégié aux médias et bénéficient d'une impunité totale pour organiser et promouvoir le terrorisme contre notre pays. Le seul fait que la juge et le gouvernement des États-Unis aient reconnu cette réalité, confirme l'État de nécessité qui a contraint Cuba à infiltrer les rangs des groupes terroristes, et prouve que les lourdes peines infligées aux Cinq n'avaient d'autre but que de protéger les vrais terroristes qui, comme Luis Posada Carriles, vivent en toute tranquillité en Floride.

Suite à la page (18)

Suite de la page (16)

de la mère du député Arnel Bélizaire de la circonscription Delmas/Tabarre et même des menaces de mort contre lui.

A son retour de la République Dominicaine samedi dernier, Martelly a réitéré les mêmes indécences avec une arrogance qui dépasse les bornes : « Quelqu'un qui se hasarde à commettre pareille incartade peut même ne pas arriver à quitter l'enceinte du palais national, même s'il jouit d'une certaine immunité », a-t-il averti.

Après la ratification de l'énoncé de politique générale de Garry Conille, des réactions se sont multipliées au niveau de la classe politique traditionnelle. L'ancien coordonnateur de l'Organisation politique du Peuple en Lutte (OPL) Edgard Leblanc Fils a ainsi opiné : « ...Je crois que ce gouvernement est le résultat d'un alliance, l'alliance de l'équipe Martelly et de la plateforme INITE particulièrement. Naturellement il faut compter les partis politiques AAA, PONT et PAIN [Parti Agricole Industriel National] qui occupe d'ailleurs le poste de Ministre de l'Agriculture. Le Président du PAIN est Ministre de l'agriculture, c'est le seul Chef de parti au gouvernement. C'est cette alliance qui a donné une majorité dans les deux Chambres et qui permet aujourd'hui d'avoir un gouvernement. Je souhaite que cet appui, assez fort à la Chambre des Députés mais plutôt limité au Sénat, permette au gouvernement d'avoir la stabilité qu'il faut afin de prendre de l'assurance pour initier les premières actions de ce gouvernement qui devra être très probablement, l'élaboration et la présentation du budget 2011-2012. C'est ce budget qui va montrer vraiment quelles sont les grandes orientations et les axes de la politique du gouvernement, ses priorités. De l'Alternative et de l'OPL on attend pour voir... »

De toute évidence, le peuple haïtien ne peut attendre rien d'un tel gouvernement imposé par la Communauté Internationale. D'ailleurs le Conseil de Sécurité des Nations Unies a renouvelé le mandat de la Minustah pour une année de plus, le président Martelly a annoncé lui aussi le renouvellement du mandat de la CIRH pour continuer à renforcer le projet de domination et d'exploitation de la reconstruction d'Haïti.

La lutte pour le partage du gâteau de pouvoir a déjà annoncé la couleur, les néoduvaliéristes ont déjà investi les espaces du pouvoir en renforcement du régime macouto-bourgeois pour poursuivre le pillage des ressources du pays et maintenir le peuple à l'écart.

Mais les choses ont changé, maintenant le peuple devient de plus en plus revendicatif, tout en voulant que quelque chose change dans ce pays, il lutte pour la transformation des structures sociales du pays. Donc le nouveau gouvernement fera face à de nombreux mouvements de protestation, revendiquant le changement dans les conditions de vie en général.

Continued from p(9) Roots of Hope...

endorse any political group or candidate, and to be apolitical. Is it due to this complete lie that many young people in the United States have innocently joined it, unaware of the truth? This organization, which claims to work for the unity of young Cubans, creating a link between young people in Cuba and the United States, is a rising force which the enemies of the Cuban revolution have concocted to destabilize Cuba. Its real role is to assist the struggle of U.S. imperialism against Cuba. They aim to, as their website says to "*use new media to promote positive social change in the U.S. and Cuba*." Of course, *Roots of Hope* did not choose other ways to help young Cubans, like, say, Pastors for Peace, which brought busloads of medicine and medical equipment. Instead, *Roots of Hope* sends Cuba cellular telephones so it can try to corrupt young people with counter-revolutionary text messages and voice mails.

How can this organization, which claims to be apolitical, be linked to and working in solidarity with the infamous "Ladies in White" (Las Damas de Blanco) and support the arch-reactionary blogger Yoani Sánchez. Who's fooling whom?

In fact, the work of *Roots of Hope* is not much different from that done by the accomplished international terrorist Orlando Bosch Avila and his criminal organization, of which the terrorist Luis Posada Carriles is an influential member. On their site, *Roots of Hope* even sends a solidarity message to the *Ladies in White*, employed by the CIA: "*You sent a strong message of support to those who struggle for human rights and nonviolent change in Cuba. With this momentum, together let's take the next steps to make an impact on the island and empower those who hunger for change in Cuba!*"

And who funds *Roots of Hope*? In addition to the U.S. government, *Roots of Hope* is sponsored by Bacardi Rum, Liberty Power, Hispanic Magazine, Navarro Discount Pharmacy, and a host of other counter-revolutionary companies.

On Sep. 21, *Haïti Liberté* attended a fundraising activity organized at the Chelsea Art Museum in Manhattan for *Roots of Hope* and another organization called "*100 Cameras*." At the event, one of the organizers clearly stated that, in Cuba, people are already wearing *Roots of Hope* T-shirts, and they are clear about the organization's counter-revolutionary goal.

Roots of Hope also attended the Conservative Political Action Conference (CPAC) which took place on Sep. 23 in Orlando, Florida. During this conference, *Roots of Hope* was part of a panel entitled "*Paralyzed by communism: Freedom of expression in Cuba.*"

The organization "*100 Cameras*" is no different that its sister, *Roots of Hope*, and this explains why the two groups closely work and fundraise together. We need not speculate, we need only visit the "*100 Cameras*" website to understand their mission and purpose. Here is what Francine Angela Bullock, their Public Relations Director, writes there:

"*Why Cuba? ... The island remains the world's longest lasting socialist government. And right now, Cubans face limited possibilities restricted by their own government. And these limitations tend to create a climate of fear that discourages creativity, innovation, and entrepreneurship... We knew that during this time of significant political change between Cuba and other parts of the world, we could provide the opportunity to see Cuba through the eyes of a child... Without any political agenda. It would be the children's raw perspective that would raise awareness and funds! We knew that if 100cameras had the opportunity to empower these children, then we could empower the grassroots efforts for positive social change within their communities. And ultimately, even the entire island... And we asked ourselves instead, "Why NOT Cuba?" Besides, a project like this has never been successfully done before within Cuba... Help us empower the Cuban youth through the voice of photography.*"

In short, these two organizations – *Roots of Hope* and *100 Cameras* – are trying to use technology to promote social conflicts, especially in Cuba, since they failed to do so by acts of terrorism and above all by the economic blockade. Imperialism is coopting the techniques pioneered by the popular uprisings against their client regimes in Egypt and Tunisia.

For sure, the U.S. government will continue its efforts to destabilize the Cuban socialist system, even though their attempts to destroy the Cuban Revolution have always failed. Now they are working at the base, going to young people, even children, in an effort to corrupt them to create a new generation of men and women who can become imperialism's agents and try to return Cuba to being the U.S.'s whorehouse.

Fortunately, the Cuban people are organized, conscious, and alert. Let us Haitians continue to show our solidarity with the Cuban people, the same way Cuba has always provided solidarity to us.

Continued from p(9) Reflections Following...

Haitians for Fraternity) told us that "*there cannot be freedom if people's basic needs for survival are not respected and met.*" Others whom we interviewed repeated this several times during our visit.

No amount of studying or analysis beforehand can prepare you for the situation in Haiti. My conclusions after this, my first trip to Haiti, are clear and straightforward: I support Haitians' demand for sovereignty and believe they have the right to govern themselves. We must support lawyers working both to bring justice for crimes of the past but also to empower people to change their own futures. We must support student groups working for justice and reparations for victims of MINUSTAH violence and cholera. We must support Haitian journalists working to investigate injustice and give voice to the Haitian people's concerns. We must support Haitian women's organizations working on issues of rape and gender imbalance. I support the demands from all quarters for "*solidarity, not a military force,*" solidarity like the doctors provided by Cuba and the petroleum provided by Venezuela. I hope that people from the international grassroots community will join in the call that international money raised for Haiti be spent on Haitian initiatives to benefit the Haitian people, and not on military occupation and economic initiatives that benefit the international and Haitian ruling elite.

I have learned how the U.S. government has worked to undermine rather than to build democracy in Haiti. The strategies to solve these problems are complicated and not mine to determine. But I will continue to support the organizations working with the Haitian peoople for democracy, justice and sovereignty.

Becca Polk works at SOA Watch in Washington, DC and can be reached at Becca@soaw.org.

Suite de la page (15)

nous avons la ferme conviction que la photographie peut aider. Et notre idée de prendre 100 cameras à Cuba est devenue rapidement *une réalité. Parce que non seulement nous nous sommes rendus compte que nous pourrions réellement offrir à ces enfants la possibilité de documenter leur point de vue avec une caméra, mais en outre, nous pourrions réellement mettre cette perspective en dehors des limites de leur vie quotidienne. «100 cameras» serait capable de partager cette idée avec le monde extérieur!*

Et quand nous avons fait taire le bruit des complications et des controverses, nous savions que pendant cette période de changement politique significatif entre Cuba et d'autres parties du monde, nous pourrions fournir l'occasion de voir Cuba à travers les yeux d'un enfant.

Ce qui est très possiblement le plus vrai reflet de la réalité dans sa forme la plus intacte, la forme de motivation, tout cela, sans aucun agenda politique. Ce serait la perspective brute des enfants qui réveillerait les consciences et générerait *des fonds!*

Nous savons que si 100cameras avait l'occasion de responsabiliser ces enfants, alors nous pourrions responsabiliser les efforts de la base pour un changement social positif dans leurs communautés. Et finalement, même l'île entière.

Nous l'avons souligné et réalisé que quelle que soit la forme que pourra prendre leur avenir elle sera la forme à imprimer à l'île. Vous voyez, l'histoire de toutes les nations est vraiment juste et tissée ensemble, histoire de l'histoire des individus. Et 100cameras s'engage à donner aux enfants la possibilité d'enregistrer leur histoire pour l'avenir de l'histoire.

Alors, ensemble nous y avons longuement pensé. Et nous nous sommes demandé, « pourquoi pas Cuba? » D'ailleurs, un projet comme celui-ci n'a jamais été fait avec autant de succès auparavant à l'intérieur de Cuba. Et nous avons tendance à aimer une cause digne, un bon défi, n'est ce pas !

Aidez-nous à responsabiliser la jeunesse cubaine à travers la voix de la photographie. »

En somme, le travail de ces deux organisations est d'utiliser la capacité de la technologie pour faire partout la promotion de conflits sociaux, spécialement à Cuba, puisqu'ils n'ont pas réussi à le faire par des actes terroristes et par dessus tout au moyen du blocus économique.

Il est un fait certain que les Etats-Unis continuent contre vents et marées sa campagne et ses efforts de déstabilisation du régime socialiste cubain, même quand tous leurs essais de destruction de cette prouesse historique qu'est la révolution cubaine ont toujours débouché sur l'échec. Maintenant, ils sont entrain de faire un travail de base, consistant à aller auprès des adolescents, des enfants, pour essayer de créer une nouvelle génération d'hommes et de femmes, afin de leur injecter le virus antipatriotique corrupteur de salauds de l'impérialisme afin de refaire de Cuba le bordel des Etats-Unis.

Suite de la page (17)

Il ne fait aucun doute que le gouvernement des États-Unis est parfaitement conscient que le fait d'obliger René à résider sur son territoire, l'expose à de graves risques pour sa vie et son intégrité physique. Les autorités nord-américaines sont tenues pour responsables de ce qui pourrait arriver.

La cause des Cinq est de plus en plus connue dans le monde. Des milliers d'hommes et de femmes de toutes les latitudes et de toutes les couches sociales se sont joints à la campagne pour sa libération, y compris de nombreux députés et organes législatifs. Au nom des Cinq et de leurs familles, qui sont également victimes de cette injustice, merci à toutes et à tous pour votre soutien en faveur de leur libération.

Le chemin n'a pas été facile et ne l'est toujours pas, car nous avons affaire au revanchisme, à la haine et à l'opiniâtreté dont les États-Unis ont toujours fait preuve vis-à-vis de Cuba, frustrés de ne pas avoir réussi à faire plier notre peuple. Par ailleurs, nous sommes confrontés à une censure pernicieuse autour de cette affaire de la part des médias, qui ont rarement parlé de cette injustice.

Nous croyons fermement en la solidarité de tout un peuple, et que les causes justes et la vérité primeront sur le mensonge et l'injustice. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les députés et aux membres de Parlements, aux forces et aux mouvements politiques et sociaux épris de justice et de vérité, à tous les hommes et femmes dignes de la planète, afin qu'ils exercent toute leur influence pour que le président Obama fasse ce qu'il doit faire : permettre à René de retourner au sein de sa famille, et faire libérer ses quatre compagnons de lutte et de captivité.

Faisons tout notre possible pour que justice soit faite !

Commission des Relations internationales Assemblée nationale du Pouvoir populaire

La Havane, le 11 octobre 2011

Granma 13 octobre 2011



René Gonzalez après sa libération avec sa fille Ivette et son père Candido

Donoma

Le premier long-métrage de Djinn Carrenard

Edge Atlantic Films Festival de NYU 2011

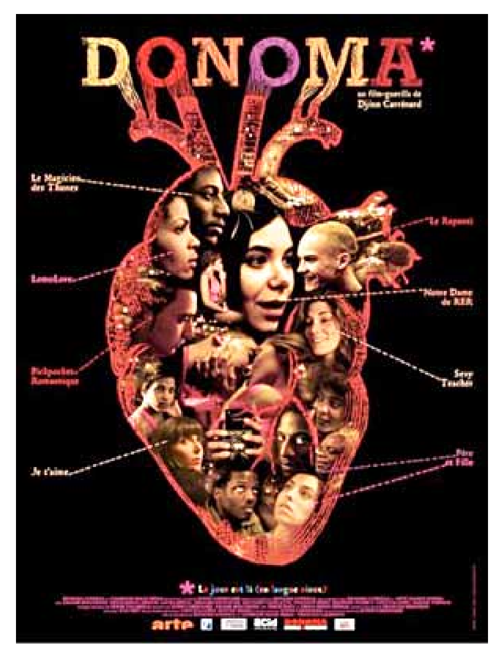
Par Prince Guetjens

Le cinéma, c'est le cas pour les autres disciplines artistiques, évolue dans une certaine autonomie – dépendance par rapport aux autres formes d'expression, avec ses normes, ses outils, sa tradition et ses codes. Cet espace de création qui paraît facile d'accès aux novices en quête d'argent rapide et de renommée locale, n'est pas moins, l'un des corps de métiers qui font de la perfection, l'un de leurs critères de base de la créativité. On ne fait pas du cinéma sans avoir vu beaucoup de bons films ou sans savoir ce que c'est exactement.

Donoma, c'est l'histoire croisée de la destinée de trois femmes, se déroulant parallèlement dans des univers créés à partir des pans du réel, récupérés par l'artiste. Il y a d'abord l'histoire de Chris , une photographe n'ayant jamais eu de relation amoureuse et qui décide de faire une expérience ; celle de se mettre en couple avec le premier inconnu qu'elle aura rencontré dans le métro, en l'occurrence Dama. Et dans cette aventure, il y aura une seule règle de vie commune : interdiction de parler. Ensuite, il y a l'histoire d'Analia, enseignante dans un lycée professionnel, constamment harcelée par Dalcio, l'idiot de la classe.

L'affrontement entre l'enseignante et l'élève va laisser place à une attirance physique qui débouchera sur une histoire passionnelle. Enfin, celle de Salma, une adolescente un peu atypique coincée par la maladie de sa sœur Soraya et des problèmes existentiels inhérents à une jeune femme de son âge. Elle se réveille un jour avec des stigmates du type christique aux poignets. Pourtant, elle ne croit pas en Dieu. On peut même dire qu'elle a un profond rejet pour la religion c'est pourquoi elle n'arrive pas à expliquer la présence de ces lignes mystérieuses. Elle croisera sur son chemin un jeune homme profondément croyant et pratiquant, Rainé.

Mon premier constat en quittant la salle, après avoir visionné *Donoma*, c'est que le film ne laisse personne indifférent, encore même. *Donoma*, c'est en quelque sorte l'expression de l'audace et de la détermination d'un jeune directeur de film qui décide de tailler sa place dans un milieu et dans un genre artistique où l'expérience est donnée comme valeur indispensable. Le film a suscité un enthousiasme extraordinaire au sein d'un public, composé d'étudiants en partie, réuni à la salle de NYU (New York University) dans le cadre de ce festival en Eté dernier. À la manière des faits bruts, se déroulant de façon non linéaire dans la vie quotidienne. Sans artifice, ni maquillage, le film est assumé comme une action juvénile, par moments incontrôlable.



Le réalisateur haïtien Djinn Carrenard a joué sur l'effet de l'ombre pour compartimenter les meilleurs aspects de son film. Par moments elle distille un peu de *blues* dans les histoires, sert de cloison entre les angles de vision, ou encore participe du contraste qui équilibre les pensées trop claires des personnages.

Dans ce premier long-métrage, il a placé la barre à une altitude – qui à mon avis – lui donnera des difficultés à atteindre pour évoluer au cours de la carrière qu'il vient d'inaugurer.

Donoma est le produit de l'ambition d'un jeune réalisateur haïtien Djinn Carrenard résidant en France, qui vient de réussir le pari de réaliser un long-métrage sans aucun moyen financier et de façon indépendante. Ce diplômé de l'école du cinéma n'est pas à son coup d'essai puisqu'en 2008, il réalise un court-métrage à New York « White *Girl in her panty* », et filme l'enthousiasme américain entourant la candidature de Barack Obama. Porté par la ferveur que charrie le court succès de ce court-métrage, il rentre en France avec l'objectif de contourner les obstacles du système, ou il réalise un long-métrage par ses propres moyens, c'est-à-dire presque rien cent cinquante (150.00) Euros.

En compagnie d'autres amis, il commença à travailler sur le projet *BluePrintGuerilla*, en reprenant l'expérience du groupe *Guerilla film-maker*, qui consistait pour des réalisateurs américains au cours des années'80 à tourner des films avec les moyens du bord, parfois inadéquats. C'est la preuve que même avec un maigre budget un réalisateur qui sait ce qu'il fait peut toujours sortir une œuvre de qualité.

Ce film réalisé en 2009 par Djinn Carrenard, avec la collaboration non rémunérée d'une équipe de comédiens, *sans un rond,* a mérité l'année d'après d'une vie en salle nocturne et [a été] sélectionné par le groupe L'ACID pour le festival de Cannes 2010.

L'expérience de *Donoma* devrait pousser le public haïtien à s'interroger sur un certain cinéma produit par des amateurs, sans métiers ni imagination, qui pousse à tous les coins de rue, un peu plus dans la diaspora de New York et de Florida qu'en Haïti, sans doute à cause des facilités technologiques. Aucun de ces navets n'a caressé la prétention de bénéficier d'une vraie salle de spectacle et d'un auditoire ayant fait le déplacement pour le voir. C'est toujours étalé dans les bacs des revendeurs de seconde main à côté des autres objets de peu de valeur qu'on les retrouve au juste prix.

Nous souhaitons que d'autres œuvres à la manière de *Donoma* viennent rehausser l'éclat du cinéma haïtien en terre étrangère ainsi qu'en Haïti ; de même qu'à côté des Raoul Peck, des Jack Rock, des Claude Mancuso, des Arnold Antonin, des Moïse Camille, des Richard Sénécal pour ne citer que les plus doués, d'autres réalisateurs comme Djinn Carrenard viendront enrichir notre patrimoine artistique.

Suite de la page (16)

rencontres de Martelly avec les anciens Chefs d'Etat. Il a déclaré : « Je félicite le président Martelly pour cette initiative. Le pays a besoin de se réconcilier avec lui-même. » Toutefois, il estime que le problème de justice de Duvalier doit être résolu. »

Cette proposition est partagée par beaucoup d'Haïtiens qui disent que le président Martelly ne doit pas mettre la charrue avant les bœufs. La justice doit triompher, notamment concernant le dossier des Duvalier avant toute éventuelle réconciliation. La justice élève une nation, dit-on. On ne peut pas réconcilier la nation haïtienne sous le règne de l'impunité. La justice est avant tout un droit humain. Le recours généralisé ou systématique à la torture et aux disparitions forcées en Haïti entre 1971 et 1986 constitue des crimes contre l'humanité. Ni le temps passé, ni l'exemption des poursuites et les manœuvres dissuasives ne peuvent servir d'excuses sur une base de réconciliation intéressée pour ne pas mener d'enquêtes ou engager des poursuites contre les responsables présumés de ces crimes, notamment l'ex-tyran, Jean-Claude Duvalier.

Au moment où le président de la République lui-même attaque des secteurs de la vie nationale, en lançant des propos injurieux contre des journalistes, des menaces de mort contre des députés, menaçant des membres d'organisations du mouvement social haïtien qui revendiquent le départ des forces d'occupation de l'ONU d'Haïti, la MINUSTAH, les qualifiant d'extrémistes, d'anarchistes, peut-on parler de réconciliation, d'entente nationale ? Avec qui et pour qui ? Quid de tous ceux qui ont tué et fait disparaître des milliers d'Haïtiens et qui ont accaparé leurs biens, sans que la justice n'en dise mot. Les victimes de la dictature sanguinaire de Jean Claude Duvalier ont déposé des plaintes depuis environ dix (10) mois, jusqu'à présent l'action publique n'est pas encore mise en branle contre les responsables de milliers de crimes de sang, présents dans le pays et bénéficiant de l'impunité totale. La réconciliation dans l'impunité ne peut pas élever la Nation.

Alors que le président Martelly prône la réconciliation, il a développé un sentiment d'antipathie contre tous ceux qui s'opposent à sa politique d'exclusion. Il a même proféré des menaces de mort contre les membres du pouvoir législatif, en se proposant d'être cynique envers eux : « Je vais être même cynique. Quelqu'un qui, au palais national, s'en prend au président, peut ne pas pouvoir en sortir, même s'il jouit d'une certaine immunité. Ils s'exposent au malheur, ceux qui s'opposent à moi. J'entends faire respecter l'institution tout le temps que j'occupe la fonction. » a-t-il lancé samedi dernier en revenant de la République Dominicaine.

Certains se demandent comment un président qui ne se respecte pas et qui n'a aucun respect pour les autres institutions importantes comme le Parlement et le quatrième pouvoir, la presse, peut-il faire respecter la présidence. Martelly dans son comportement et son incapacité à se gérer lui-même, ne pourra ni réconcilier la nation ni faire respecter les institutions.

Les institutions d'un pays ne comportent pas seulement la structure, mais également les lois, en première instance la Constitution. Pourtant, il a désigné un Premier ministre qui ne répond pas aux prescrits de cette constitution. N'était-ce pas un deal politique, sans lequel Garry Conille n'aurait pas pu parvenir à la tête de la Primature ?

Les opinions sont partagées dans la société. Certains voient dans l'initiative de rencontre des anciens chefs d'Etat une bonne chose, d'autres ne sont pas de cet avis. D'aucuns voient dans cette initiative une stratégie politique visant à dissuader les poursuites judiciaires entamées contre les auteurs de crimes contre l'humanité, pour faire plaisir aux représentants de la dite communauté internationale.

Inauguration de la chapelle de Saint-Gérard



Inauguration de la Chapelle de Saint-Gérard, à Source-Matelas au Nord de la capitale

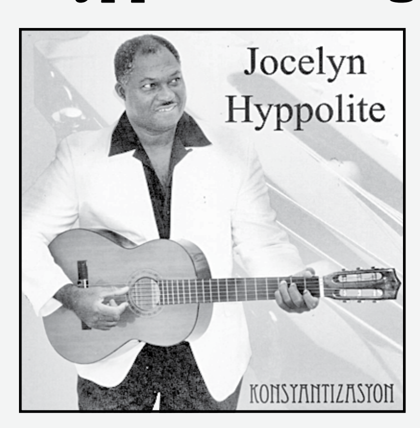
Par Lafortune Jean-Claude

Ce dimanche 16 Octobre 2011, à l'occasion de la fête de Saint-Gérard, une Chapelle construite par la fondation CINA, financée par ARGOS, la compagnie possédant la majorité d'actions de la cimenterie Nationale, a pu reconstruire la Chapelle de Saint-Gérard, à Source-Matelas au Nord de la capitale qui permet aux fidèles de fêter un 4e anniversaire dans une église toute neuve. Le célébrant principal, le curé de la paroisse de Mont-Carmel, le révérend Gilbert Mérilus, accompagné du directeur de cette dite Chapelle Mr. Bilose Jean, a reçu la clef dans un geste symbolique des mains du directeur de la fondation, M. Kesler Bien-Aimé qui s'était fait accompagner des membres de l'équipe qui ont travaillé à la reconstruction de la chapelle. Il faut noter aussi que la fondation CINA a construit un centre de Santé dans la localité de Source-Matelas qui est administré par des médecins de la coopération tripartite : Cuba, Mexique et Colombie, un autre projet de construction de maisons en cours pour des employés qui ont été victimes du séisme, soient 54 environ, selon le directeur du projet.

Malgré les efforts d'accompagnement, les habitants de la zone souhaitent voir que la CINA les approvisionne en électricité, mais avec plus de 200 Mégawatts qui sont disponibles, la compagnie ne pourra pas augmenter la distribution dans la zone.

Par contre, le président de la compagnie lors d'une visite dans la localité reconnaît que la CINA a contribué jusqu'environ 55 millions de gourdes de l'Etat l'année dernière et il lui revient d'entreprendre des projets de développement dans la zone. Mais les autorités inspirent de moins en moins confiance aux citoyens qui préfèrent exercer des pressions sur la compagnie. Cela risque de tourner à la catastrophe si les partenaires privés possédant les 70% d'actions décident de lever l'ancre. Alors c'est la communauté qui payera les conséquences. Durant ces trente dernières années on a constaté la privatisation des entreprises publiques, (Ciment d'Haïti, Minoterie d'Haïti et Téléco) dont le résultat est la baisse de l'économie nationale, de la production nationale, l'augmentation du chômage et l'immigration de nos compatriotes souvent humiliés et même assassinés en territoire voisin.

Jocelyn Hyppolite en signature



Le poète, chanteur, musicien, l'auteur Jocelyn Hyppolite sera à New York très prochainement pour présenter et dédicacer son dernier CD intitulé Konsyantizasyon et son dernier livre Poems and Songs
Le rendez-vous est fixé à Grenadier Books le samedi 19 Novembre 2011 à partir de 7h PM

Grenadier Books 1583 Albany Ave Brooklyn, NY
(entre Ave H et Glenwood Rd)
Informations : 718-421-0162 ; 954-964-7893 ; 954-647-5340
Prix du livre $ 20.00 et $10.00 pour le CD

Le message de paix de La Colmenita

La compagnie de théâtre enfantin La Colmetina a entamé, le mercredi 13 octobre, une tournée dans plusieurs villes des États-Unis, qui s'achèvera le 30 octobre.

Le message de paix de La ColmenitaInvitée par la Fondation Brownstone, la troupe se présentera à Washington, à New York et à San Francisco avec La cucarachita Martina, un conte populaire cubain, et Abracadabra, sa plus récente pièce.

Interviewé par Prensa Latina, le critique nord-américain Gilbert Brownstone, président de la Fondation Brownstone a qualifié ces représentations théâtrales de « beau projet d'amour », et il s'est félicité « que les enfants apportent un message de paix, de justice et d'amitié au peuple des États-Unis ».

« La culture sert à tendre des ponts, et dans ce cas précis, c'est une occasion pour ces enfants de transmettre ce genre message », a précisé Brownstone, qui est également muséologue et conservateur de musée, diplômé de l'Université de la Sorbonne à Paris.

Ces 22 enfants, âgés de cinq à 15 ans vont « récréer sur scène des personnages d'histoires enfantines sortis de leur imagination, comme eux seuls savent le faire », car « l'art leur permet d'acquérir de la maturité sur la scène », a-t-il dit.

Dans Abracadabra, La Colmenita se joint à la demande internationale de libération des cinq Cubains, arrêtés en 1998, alors qu'ils surveillaient les projets d'attentats contre Cuba, organisés par des groupes terroristes basés en Floride. « Au-delà de ce thème, cette pièce de théâtre tente de faire découvrir au spectateur l'essence des choses », a déclaré Carlos Alberto Cremata, directeur et fondateur de la compagnie en février 1990.



Les enfants cubains apportent un message de paix, de justice et d'amitié au peuple des États-Unis

Cremata a souligné que le spectacle permettra d'apprécier « la façon dont les enfants analysent, de leur point de vue, les questions fondamentales qui traversent la Cuba d'aujourd'hui, et le plus intéressant, c'est qu'il s'agit de la première œuvre qu'ils ont réellement écrite ». Pour sa part, La cucarachita Martina, est une comédie musicale enfantine « à la cubaine », où les enfants interprètent différents styles musicaux : le son, la rumba, la samba brésilienne, le cha cha cha, le bolero, le corrido mexicain, la guaracha, las chansons paysannes, le rock et même la zarzuela espagnole.

Les représentations sont prévues à l'American University et à la Duke Ellington School of the Arts, à Washington (15 et 19 de octobre) ; à New York au Hostos Center for the Arts and Culture et au Harriet Tubman Learning Center, de Harlem (21 et 22).

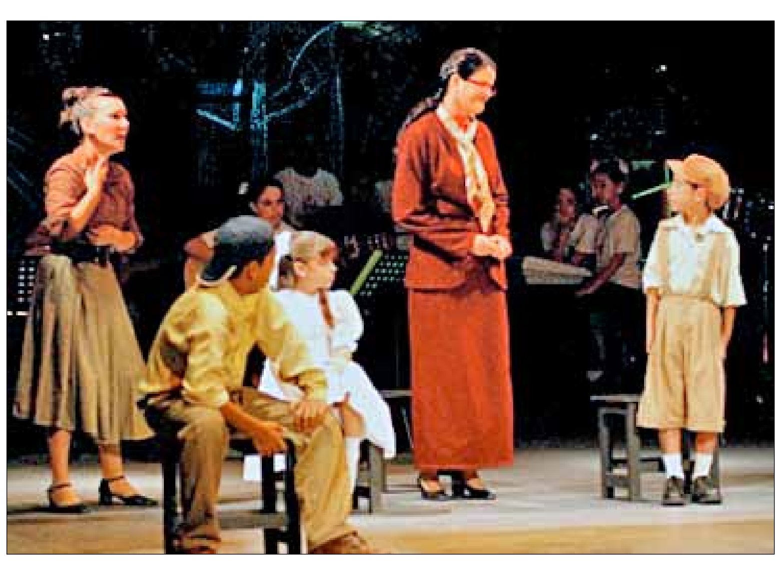
La Californie sera la dernière étape de la tournée, avec des représentations à l'East Bay Center for the Performing Arts, à Richmond, et au Fort Mason Center, Cowell Theater, à San Francisco, les 26, 28 et 29 octobre.

Déclarée ambassadrice de bonne volonté en 2007 par les Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), compagnie de théâtre La Colmenita offrira également une représentation privée au siège de l'ONU, le 24 octobre.

La troupe s'est déjà produite aux États-Unis en mars 2003 où « nous nous sommes produits dans plusieurs villes californiennes », a rappelé Cremata. « Nous avons reçu de nombreux témoignages d'affection de la part du public nord-américain, a-t-il signalé. C'est là-bas que La Colmenita a le plus d'amis », et il a cité les acteurs Danny Glover et Harry Belafonte, ainsi que le « médecin du rire », Patch Adams, entre autres. Cette « ruche» sui generis a comme projet « de rassembler davantage de familles dans le monde, grâce à l'art », a expliqué Cremata, en résumant que « cette expérience de 21 ans, ce chemin parcouru, est l'une des plus belles choses qui nous soit arrivée ».



Environ 14 000 enfants font partie du projet de La Colmenita dans tout Cuba



Une scène de la troupe théâtrale La Colemita

Environ 14 000 enfants font partie du projet de La Colmenita dans tout Cuba. La troupe a des filiales également en Espagne, en Colombie, au Venezuela, en Argentine, et en République dominicaine, entre autres pays.

Granma 17 Octobre 2011